

UCL

Université
catholique
de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)
Ecole des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

Le populisme du Front national de Marine Le Pen :

Continuités et changements dans le discours frontiste

Mémoire réalisé par
Benjamin Bocquet

Promoteur(s)
Professeur Pierre Vercauteren
Lecteur

Benjamin Biard
Année académique 2017-2018
Master 60 en Sciences politiques

Résumé du mémoire

Il s'agissait durant ce mémoire de comprendre si le Front national sous la présidence de Marine Le Pen mobilise une stratégie populiste. La question était de savoir si le Front national peut-être qualifié de parti populiste. Depuis plusieurs années, une forme spécifique de populisme est à l'oeuvre en Europe occidentale. Les partis populistes européens ont pris acte des mutations de la société. En effet, la mondialisation et la crise de la représentation ont modifié considérablement la vie des citoyens européens. La première partie a été consacrée à l'identification des caractéristiques communes des partis populistes contemporains parfois qualifiés de partis néopopulistes. Il convenait d'établir les critères sur lesquels se tourner pour pouvoir qualifier un parti politique comme populiste dans le contexte européen actuel. Le populisme est un style politique et non une idéologie ce qui explique qu'il peut prendre des formes diverses. Un travail théorique réalisé à partir de la littérature traitant du populisme a dû être mené et a permis d'établir une grille d'analyse. Dans la seconde partie, il s'agissait d'appliquer cette grille au cas retenu, le Front national dirigé par Marine Le Pen pour comprendre si le parti frontiste mobilise une stratégie populiste. Les différents marqueurs populistes retenus ont donc été appliqués au discours du FN qui a pu être identifié à partir d'un ensemble de documents pertinents (discours publics, communiqués de presse,...). A l'issue de cette partie, il paraissait intéressant d'approfondir la compréhension de la stratégie politique de Marine Le Pen en revenant également sur le discours du FN sous l'ancienne présidence de Jean-Marie Le Pen. Après avoir relevé des éléments populistes dans le discours de Jean-Marie Le Pen il s'agissait de les comparer aux caractéristiques populistes du FN sous Marine Le Pen. Il a été possible de se rendre compte que la stratégie populiste du FN est mobilisée depuis plusieurs décennies. Des changements et des continuités entre le populisme de Jean-Marie Le Pen et celui de sa fille ont pu être observés. En effet, depuis que Marine Le Pen est présidente du FN, elle a souhaité modifier l'image et la perception du parti frontiste. De plus, un travail de normalisation du discours a été entrepris par Marine Le Pen. Toutefois, il s'avère que le Front national n'a pas pour autant rompu avec le discours frontiste traditionnel. Marine Le Pen et le Front national demeurent actuellement en tension entre une volonté de moderniser le discours et l'image du parti et la nécessité de maintenir une certaine radicalité pour continuer de se démarquer sur la scène politique français.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier ma famille qui a su m'épauler et m'encourager tout au long de la préparation de ce mémoire et plus globalement durant ce master en science politique.

Je souhaite également adresser mes remerciements au Professeur Vercauteren, mon promoteur, qui m'a adressé de précieux conseils lors de chacune de nos entrevues.

Tables des matières

<u>Résumé du mémoire</u>	2
<u>Remerciements</u>	3
<u>Tables des matières</u>	4
<u>Liste des annexes</u>	9
<u>Introduction</u>	10
<u>Partie 1: Ensemble des caractéristiques permettant de qualifier un parti politique comme populiste</u>	13
<u>Chapitre 1: Critères classiquement retenus</u>	13
1.1. <u>Volonté d’opposer le peuple aux élites</u>	13
1.1.1. Culte du peuple et connotation négative des élites	13
1.1.2. De quel peuple les populistes parlent-ils ?	14
1.1.2.1. Majoritaire et homogène	14
1.1.2.2. Le peuple laborieux	15
1.1.3. Quelles sont les élites tant décriées par les populistes ?	16
1.1.3.1. Minoritaire et hétérogène	16
1.1.4. Appel au changement	17
1.2. <u>Discours porté par un leader charismatique</u>	17
1.2.1. Appel personnel au peuple: le leader charismatique, issu du peuple	17
1.2.2. L’homme providentiel	18
1.2.3. La maîtrise des émotions	18
1.2.4. Appel direct et personnel	20
<u>Chapitre 2: Critères caractérisant davantage les partis populistes contemporains</u>	20
2.1. <u>Exaltation des valeurs démocratiques</u>	20
2.1.1. Entre une hyperdémocratisation et un antidémocratisme	20
2.1.1.1. Démocratie et populisme	21
2.1.2. La critique populiste du système de représentation	21
2.1.2.1. Notion de représentation	21
2.1.2.2. La représentation selon les populistes	22

2.1.3. Les mouvements (néo)populistes dans le contexte de crise de la représentation	25
2.2. <u>Défense de la souveraineté nationale</u>	25
2.2.1. Emergence d'un mouvement populiste en réaction aux peurs et angoisses des européens	25
2.2.2. La critique populiste de la mondialisation	26
2.2.2.1. La mondialisation économique: internationalisation des échanges et accentuation de la concurrence	26
2.2.2.2. La mondialisation politique: nouveaux acteurs et perte de souveraineté des Etats	28
2.2.2.3. Le rejet d l'Union européenne	28
2.2.3. Les mouvements populistes de droite face à la menace de l'immigration	29
<u>Conclusion de la première partie</u>	31
<u>Partie 2: Application des critères populistes au cas du Front national de Marine Le Pen</u>	32
<u>Chapitre 1 : Opposition peuple-élite</u>	32
1.1. <u>Le culte du peuple</u>	32
1.1.1. La défense du peuple souverain	32
1.1.2. La défense des oubliés du système	33
1.2. <u>La connotation négative du peuple</u>	33
1.2.1. L'élite accusée d'être éloignée du peuple	33
1.2.2. L'élite accusée de privilégier ses propres intérêts	34
1.2.3. Les multiples visages de l'élite	34
1.2.3.1.Elite européenne	34
1.2.3.2.Elite économique	35
1.2.3.3.Elite médiatique	35
1.2.3.4.Elite politique	35
1.2.3.5.Une seule et même élite	36
1.3. <u>Appel au changement</u>	37
<u>Chapitre 2. Marine Le Pen, leader charismatique du Front national</u>	38

2.1. <u>L'appel personnel au peuple</u>	39
2.1.1. Marine Le Pen, représentante du peuple	39
2.1.2. Marine Le Pen, leader issue du peuple	39
2.2. <u>Le recours à l'émotion et aux mythes politiques</u>	40
2.2.1. Le discours sur la fin des temps	40
2.2.2. L'évocation de l'âge d'or de la France	41
2.2.3. L'appel au changement : le sursaut national comme appel au vote	41
2.2.4. Marine Le Pen, la femme providentielle	42
2.2.4.1. La dimension prophétique de la présidente du FN	43
2.2.4.2. Marine Le Pen, la sauveuse de la nation	43
2.2.4.3. Marine Le Pen, la voix de la vérité	43
2.3. <u>L'appel direct au peuple : la relation de miroir entre le chef et le peuple</u>	44
<u>Chapitre 3 : Défense de la souveraineté nationale</u>	44
3.1. <u>La mondialisation et l'Union européenne comme causes de tous les maux des citoyens</u>	44
3.2. <u>La peur de déclassement des citoyens</u>	45
3.3. <u>La perte de souveraineté</u>	46
3.3.1. La nécessité de rendre la souveraineté à la France	47
3.3.1.1. La défense de la souveraineté nationale dans le contexte de l'Union européenne	47
3.3.2. Le discours protectionniste du Front national	48
3.3.2.1. Les mesures économiques protectionnistes	48
3.3.2.2. La restauration des frontières	49
3.3.2.3. La priorité nationale et le rejet de l'immigration pour des motifs économiques	49
<u>Chapitre 4 : Exaltation des valeurs démocratiques</u>	51
4.1. <u>Le Front national, défenseur de la démocratie directe</u>	51
4.2. <u>La critique de la démocratie représentative</u>	52
4.2.1. Les élites accusées d'avoir confisqué le pouvoir	52
4.2.2. Le déficit démocratique des organismes supranationaux	53
4.2.3. La vision frontiste de la représentation	53
4.3. <u>La défense des valeurs démocratiques</u>	54

4.3.1. Le FN et l'égalité hommes/femmes	54
4.3.2. Le FN et la question de la laïcité	55
4.3.2.1. La laïcité et le rejet de l'islam	55
4.3.2.2. Le second discours du FN sur la laïcité	57
4.3.3. Le rejet de l'immigration pour des motifs culturels	58
<u>Conclusion de la deuxième partie</u>	59
<u>Partie 3 : Retour sur le populisme de Jean-Marie Le Pen : continuités et changements</u>	60
<u>Chapitre 1 : L'opposition peuple/élite convoquée par le Front national</u>	60
1.1. La dénonciation de la classe politique	60
1.2. La défense du peuple	61
1.2.1. Le représentant du peuple français	61
1.2.2. La référence au peuple laborieux	62
1.3. Logique manichéenne du discours frontiste	63
<u>Chapitre 2 : Les ennemis du FN et la souveraineté nationale</u>	63
<u>2.1. La logique du bouc émissaire de Jean-Marie Le Pen</u>	63
2.1.1. Le péril communiste	64
2.1.2. Les immigrés	64
2.1.3. L'Europe	66
2.1.4. Les ennemis historiques du FN de Jean-Marie Le Pen	67
<u>2.2. L'évocation du complot</u>	67
<u>2.3. L'évolution du programme socio-économique du FN</u>	68
2.3.1. L'évolution du discours sur la préférence nationale	69
2.3.2. Le rôle de l'Etat	70
<u>Chapitre 3 : L'incarnation du FN par son président</u>	71
3.1. Le discours sur la morale de Jean-Marie Le Pen	71
3.2. Le recours aux mythes	72
3.2.1. La poursuite de la convocation de l'imaginaire des français	73
<u>Chapitre 4. La vision frontiste de la démocratie</u>	74
4.1. L'évocation des valeurs démocratiques	74

4.2. L'évocation des valeurs chrétiennes	75
4.3. L'évolution du discours frontiste sur la place de la femme dans la société	76
<u>Conclusion de la troisième partie</u>	77
<u>Conclusion générale du mémoire</u>	79
<u>Bibliographie</u>	82
<u>Annexes</u>	88

Liste des annexes

Annexe 1 : tract du Front national réclamant la dissolution de l'assemblée nationale	88
Annexe 2 : affiche de campagne de la candidate FN Marine Le Pen	89
Annexe 3 : tract du Front national dans le cadre de l'élection présidentielle 2017	90
Annexe 4 : affiche de campagne du candidat FN Jean-Marie Le Pen	91

Introduction

De nombreux partis politiques qualifiés de « partis populistes » émergent depuis plusieurs années un peu partout en Europe et réalisent de bons résultats électoraux. Citons entre autres, le Parti de la liberté (FPO) en Autriche, l'Union démocratique du Centre (UDC) en Suisse, le Parti pour la liberté aux Pays-Bas (PVV) ou encore le parti italien Mouvement 5 étoiles. Les médias parlent d'une vague populiste pour évoquer l'émergence de ce phénomène. Un article du 2 décembre 2016 du journal français *Libération* reprenait notamment que l'Europe est secouée « *par la montée du populisme* ». Parmi les partis cités figure également le Front national (FN) français dirigé par Marine Le Pen. Lors de la dernière élection présidentielle française de 2017, la candidate du FN a d'ailleurs réussi à accéder au second tour de cette élection. La question qui sera traitée dans ce mémoire est de savoir si le Front national sous la présidence de Marine Le Pen mobilise ou non une stratégie populiste. Cela revient à se demander si le Front national peut-être qualifié de parti populiste.

Le politologue Dominique Reynié (2011) reprend que dans ce monde en mutation, les citoyens européens qui ont pu accéder à un certain niveau de vie se sentent menacés. Les partis populistes qui émergent un peu partout en Europe viseraient justement à défendre le niveau et le style de vie des citoyens européens. La mondialisation et la crise de la représentation ont modifié considérablement la vie des citoyens. Frogner (2007) parle d'une « révolution mondialiste ». Une forme spécifique de populisme que certains auteurs qualifient de néopopulisme (Lecoeur, 2003) se serait donc développée depuis plusieurs années en particulier en Europe occidentale.

Le populisme est en tous cas un concept difficilement définissable. Il n'y a pas de consensus autour de la définition de celui-ci. Comme le reprend Nonna Mayer, il n'y a pas de terme plus « *inssaisissable que celui de populisme* » (Mayer, 2005 : 161). Le populisme ne constitue pas une idéologie. Les différents mouvements politiques populistes qui ont pu émerger ne font pas état d'une ligne doctrinale qui permettrait d'identifier une idéologie populiste (Taguieff, 2007, 31). Il s'agit plutôt d'un style politique qui peut être compatible en principe avec les principales idéologies politiques (libéralisme, nationalisme, socialisme,...) (Taguieff, 2007, 31). Le populisme est apparu à chaque fois sous une forme spécifique à travers le temps et selon les lieux géographiques. Le mouvement Narodniki en Russie dans les années 1870, la première forme de populisme identifiée consistait en un mouvement rural révolutionnaire de gauche radical (Deleersnijder, 2006 :23). Au début du 20^{ème} siècle, l'Amérique du Sud a fait l'expérience du populisme à travers des figures comme Getulio Vargas au Brésil ou Juan

Péron en Argentine (Deleersnijder, 2006 : 35). Ces mouvements ont donné lieu à des régimes institutionnalisés portant un discours anticapitaliste et autoritaire (Charaudeau, 2011 : 102-103 3). Le poujadisme en France du nom de son leader Pierre Poujade dans les années 1950 qui proposait un discours xénophobe et anti-intellectualiste opposant les « petits » contre les « gros » (Deleersnijder, 2006 : 49) se veut une autre illustration du populisme. Selon le contexte socio-politique, le populisme s'est donc développé selon des formes différentes. Depuis quelques années, une nouvelle forme de populisme semble à l'oeuvre en Europe. Il convient donc de se demander si les partis populistes contemporains ont des caractéristiques communes et si oui, quelles sont-elles ?

En tant que style politique, le populisme se manifeste à travers les partis politiques. Ce sont les partis et leurs membres qui véhiculent le discours politique. Il s'agira donc d'étudier la nouvelle forme de populisme à l'œuvre actuellement en Europe sous le prisme des partis politiques. La première partie de ce mémoire tentera d'identifier les caractéristiques communes de ces partis populistes. L'examen de la littérature devra permettre in fine de relever les marqueurs permettant de qualifier comme populiste un parti. Dans un premier temps, des ouvrages généraux seront consultés pour se saisir du concept de populisme. Dans un second temps, un ensemble d'ouvrages et articles scientifiques seront sélectionnés pour pouvoir procéder au relevé des marqueurs populistes.

Une fois ce travail théorique mené, il s'agira de développer la question de recherche principale de ce mémoire à savoir, le Front national dirigé par Marine Le Pen est-il un parti populiste ? La seconde partie visera donc à appliquer la grille d'analyse élaborée au cas retenu, le Front national. Du point de vue méthodologique, il conviendra dans un premier temps d'identifier le discours frontiste. Pour ce faire, il sera procédé à une analyse documentaire. Les discours publics, les interventions médiatiques, les communiqués de presse et les ouvrages des cadres du FN ainsi que les tracts de campagne et affiches seront observés afin de disposer de multiples sources. Après ce travail de collecte des données et d'analyse de contenu des documents sélectionnés, le discours frontiste sera confronté à la grille d'analyse des marqueurs populistes. Il s'agira d'observer si les caractéristiques populistes retenues dans la première partie se retrouvent dans la stratégie politique du Front national.

La troisième et dernière partie de ce mémoire procèdera à la comparaison entre le discours de Jean-Marie Le Pen, président du FN jusqu'en 2011, et celui de sa fille Marine Le Pen, actuelle présidente du parti frontiste. Les caractéristiques populistes du discours de Jean-Marie Le Pen seront relevées et comparées à celles identifiées chez Marine Le Pen. Cette partie du mémoire

permettra de vérifier si l'éventuelle stratégie populiste observée sous la présidence de Marine Le Pen était déjà à l'oeuvre auparavant sous Jean-Marie Le Pen et si oui, peut-on voir des changements ou des continuités entre les deux populismes mobilisés ?

Partie 1: Ensemble des caractéristiques permettant de qualifier un parti politique comme populiste

Afin d'identifier si le Front national de Marine Le Pen adopte une stratégie populiste, il convient au préalable de relever à partir de l'état de l'art, les différents critères permettant de qualifier un parti politique comme populiste. Certaines caractéristiques identifiées ci-dessous renvoient à celles utilisées classiquement pour désigner un parti populiste. D'autres caractéristiques qui prennent davantage en compte le contexte socio-politique actuel qualifient plutôt les mouvements (néo)populistes émergeant depuis quelques années.

Tous les partis populistes ne se positionnent pas de la même manière par rapport à ces critères. Il s'agit ici de constituer un idéaltype (Weber, 1992). En fonction du contexte socio-économique et de la situation politique, chaque parti populiste mobilisera ces critères selon une forme et une intensité spécifique.

Chapitre 1^{er} : Critères classiquement retenus

1.1. Volonté d'opposer le peuple aux élites

Comme le reprend Taguieff, le populisme *“peut être sommairement défini comme l'acte de prendre publiquement le parti du peuple contre les élites, ou encore par le “culte du peuple”(...)”* (Taguieff, 2012: 39). Le populisme politique tend à valoriser le peuple et à l'opposer aux élites.

1.1.1. Culte du peuple et connotation négative des élites

Contrairement aux élites, *“les gros”* pour reprendre l'expression de Birnbaum (Birnbaum, 2012), qualifiées d'illégitimes, corrompues ou privilégiant leurs propres intérêts, le peuple est supposé faire preuve de vertus. Il est porteur de qualités humaines, il est bon et honnête. Le peuple est envisagé comme majorité (Connovan, 1981), ce qui le rend légitime. Le fait pour le peuple d'être majoritaire renforce le bien-fondé de celui-ci, il est authentique (Stanley, 2008: 104-105).

Le culte du peuple provient du fait que celui-ci est réputé incarner des vertus d'honnêteté et d'authenticité contrairement aux élites au pouvoir. Le populisme tend à diffuser l'idée que les représentants du peuple incluant le peuple et le leader dans un “nous” (les classes populaires, les ouvriers, les employés,...) sont meilleurs qu’“eux”, les membres d'une catégorie sociale non populaire. Le discours populiste tend à opposer le peuple, “ceux d'en bas”, contre les

élites “*ceux d’en haut*”, ou “*ceux d’en face*” (Taguieff, 2012: 40). Les élites au pouvoir sont jugées comme distantes du peuple, incapables d’entendre et d’écouter les attentes des citoyens contrairement au leader populiste qui se déclare proche de lui (Charaudeau, 2011:115). Les élites sont accusées de défendre leurs propres intérêts au détriment de ceux du peuple. Le populisme met donc en tension le peuple légitime composé d’honnêtes travailleurs et les élites, illégitimes, tirant avantage du système (Jamin, 2016: 18). L’élite est identifiée au mal, elle est mal intentionnée.

1.1.2. De quel peuple les populistes parlent-ils?

Le peuple est une notion très souvent utilisée dans les discours politiques (Perrineau, 2012: 295). Ce terme présente l’avantage d’être à la fois, flou, “*vide de toute signification précise*” (Connovan, 1981: 295) et en même temps il donne un formidable écho au discours. La notion peut renvoyer à diverses significations selon les contextes (Perrineau, 2012: 295). Le peuple peut être considéré comme l’ensemble des individus vivant sur un même territoire, répondant au même gouvernement et partageant une culture commune. Cette acception renvoie alors aux citoyens d’un Etat. Le peuple peut également se rapprocher de la notion de plèbe, du “petit peuple”, les gens modestes. Enfin, il peut être considéré de manière péjorative en tant que foule. Le peuple fait dans ce cas l’objet d’une stigmatisation. Indépendamment de l’acception retenue, le peuple est à chaque fois instrumentalisé, qu’il s’agisse de l’idéaler ou de le dénoncer (Perrineau, 2012: 296).

1.1.2.1. Majoritaire et homogène

Bien que ce à quoi la notion de peuple puisse différer d’un discours populiste à un autre, le peuple du populisme est idéalisé et renvoie à l’idée de majorité, au plus grand nombre. Il renvoie à la masse, ceux qui représente la souveraineté populaire (Jamin, 2016: 21-22). Les discours populistes font référence aux “hommes ordinaires”, ces “hommes de la rue” (Taggart, 1995: 37). Ils s’adressent le plus souvent aux exclus du système que ce soit au niveau économique ou sur le plan politique. Ils font référence aux gens qui sont en dehors des lieux de pouvoir que ce soit en termes de participation ou de prise de décision.

Le peuple peut-être considéré comme *dêmos* ou *ethnos* (Taguieff, 2007: 231). Dans le premier cas, le peuple, celui qui regroupe les citoyens ordinaires, “ceux d’en bas”, se différencie des élites, “ceux d’en haut”. Dans le second cas, l’appel au peuple repose plutôt sur la notion d’identité nationale et au rejet des étrangers. Les élites qui sont accusées d’avoir favorisé le multiculturalisme dans leurs propres intérêts et mené une politique migratoire irresponsable.

Hermet (Hermet, 2001) distingue également deux notions pour le peuple: le “peuple-nation” se distinguant des étrangers et le “peuple-plèbe”, celui des pauvres et des exclus opposés aux nantis.

Le populisme fait référence à un peuple homogène. Les partis populistes n’envisagent pas la fragmentation de la société en classes sociales mais procèdent plutôt à une ligne de partage unique entre deux groupes le peuple, duquel le leader se revendique, et les élites (« nous » contre « eux »). Il peut s’agir par exemple de jouer sur la division entre le peuple et l’Etat, les pauvres contre les riches, le travailleur national contre l’immigré, le bien contre le mal,... (Jamin, 2016 : 19). Le peuple auquel fait référence le populisme est composé d’individus et non de classes sociales. Il est alors aisé pour un grand nombre d’individus de s’identifier ou de se reconnaître dans cette entité abstraite. A ce titre, le leader populiste prend rarement le temps de définir longuement cette notion de peuple pourtant floue qu’il convoque si souvent. Il fait ainsi référence au ressentiment personnel des individus plutôt qu’à une cause commune (Reynié, 2011 : 131). En effet, le populisme rassemble un ensemble de colères et de frustrations individuelles ainsi que des protestations diverses n’ayant pas forcément avoir l’une avec l’autre. Les individus englobés dans le concept de peuple auquel le populisme fait référence sont souvent très différents les uns des autres (Jamin, 2016 : 20). Evoquant une masse, une diversité d’individus, le peuple peut être composé de différents segments de la population (travailleurs, retraités,...). Dans la mesure où le leader populiste se veut être un rassembleur, il doit en même temps s’adresser à un groupe d’individus relativement homogène (Stanley, 2008 : 102) pour que le plus grand nombre puisse se reconnaître dans son projet. Il se peut donc qu’un leader populiste se présentant comme le représentant de plusieurs « peuples » ne développe pas forcément le même discours selon l’auditoire et les circonstances. Ce qui compte est de donner l’impression qu’un groupe majoritaire d’individus partage un projet commun (Jamin, 2016 : 22).

1.1.2.2. Le peuple laborieux

Par ailleurs, le peuple du populisme est composé d’individus travaillant dur, le “*peuple laborieux*” (Jamin, 2016: 21). Les discours populistes ont tendance à faire référence à ceux qui contribuent à l’effort collectif à la sueur de leur front, “les hommes de la rue”. Les références au monde rural pullulent également. Les paysans, les artisans, les gens de la terre étant considérés positivement contrairement au monde capitaliste issu des grandes métropoles (Jamin, 2016: 25).

1.1.3. Quelles sont les élites tant décriées par les populistes ?

Autant le populisme valorise le peuple, autant il diabolise les élites. Les coupables, ceux à l'origine du mal que les populistes opposent sans cesse au peuple sont souvent définis de manière floue. En ne les déterminant pas clairement ou en évoquant le « système » pour parler d'eux, le leader populiste laisse planer le doute sur le fait qu'ils agissent de manière trouble et/ou en secret ce qui explique entre autres que les partis populistes ont souvent recours à la théorie du complot comme schéma explicatif (Charaudeau, 2011 ;108). Le peuple a été trahit par les élites qui sont identifiées par les populistes comme représentant le mal politique (Taguieff, 2012 : 52). Le leader populiste fera tantôt référence aux dirigeants politiques en place tantôt aux acteurs transnationaux et/ou supranationaux pour parler des élites.

1.1.3.1.Minoritaire et hétérogène

A l'inverse du peuple majoritaire et homogène décrit précédemment, les élites sont envisagées comme minoritaires et hétérogènes. Même si l'élite peut prendre différentes formes, elle est à chaque fois perçue comme un ensemble d'individus bien inférieur au groupe majoritaire que constitue le peuple (Jamin, 2016 : 28).

Le leader populiste stigmatisent les dirigeants et/ou les partis politiques au pouvoir ou font référence plus globalement à la « classe politique » accusée d'avoir confisqué le pouvoir. Il s'agit parfois de faire référence aux institutions, aux technocrates, à la bureaucratie. Les coupables identifiés peuvent également être des lobbies ou groupes d'intérêt qui apparaissent comme des adversaires à combattre. Que cet ennemi soit identifié comme sapant la société de l'intérieur ou qu'il agisse de l'extérieur, il est toujours présenté comme agissant de manière trouble et procédant de manière cynique (Charaudeau, 2011 : 107-108). Minoritaire, l'élite est considérée comme illégitime selon la rhétorique populiste. Elle ne peut tenir un discours juste et justifié sur ce qui est bon pour le peuple (Jamin, 2016: 31).

Par ailleurs, contrairement aux travailleurs qualifiés d'honnêtes et de courageux (le peuple laborieux), le populisme présente les élites comme paresseuses, profitant du travail des autres et n'ayant aucun mérite. L'élite est présente dans les grandes métropoles là où le pouvoir s'exerce, là où les décisions économiques concernant les citoyens se prennent. Il s'agit alors de stigmatiser les élites « cosmopolites » et/ou « mondialistes » accusées de se servir du travail des masses pour défendre et protéger leurs propres intérêts (Jamin, 2016 : 30).

1.1.4. Appel au changement

L'appel au peuple constitue un appel "contre". Le leader populiste invite tous ceux qui sont affectés par la situation en cours à réagir contre les élites avec une volonté d'en finir avec le "système" en place supposé corrompu. Cet appel au changement tend à un "coup de balai" (Taguieff, 2012: 40), à une lutte contre le statu quo instauré par les élites au pouvoir. Lorsqu'il s'agira pour un leader de porter haut et fort la protestation sociale, le populisme sera qualifié par Taguieff (2012) de populisme protestataire. Par contre, quand la dimension nationaliste sera revendiquée en premier lieu, cela renverra plutôt à un populisme identitaire (Taguieff, 2012: 40-41).

Bien que l'appel au peuple du leader populiste constitue un appel au changement, le populisme n'en constitue pas moins une forme de résistance au changement (Reynie, 2011: 134). Le populisme a tendance à émerger dans un contexte historique faisant face au changement. Le populisme réagit plus qu'il n'agit face à un contexte nouveau. En ce sens, il constitue davantage une politique de défense qu'une politique de conquête (Reynie, 2011 : 134). On peut y voir un paradoxe. Le leader populiste tend à mobiliser le peuple pour rompre avec le système, les élites au pouvoir et en même temps, le changement en cours dans la société est dénoncé dans le sens où il bouscule une situation acquise.

1.2. Discours porté par un leader charismatique

1.2.1. Appel personnel au peuple: le leader charismatique, issu du peuple

L'appel au peuple présume l'existence d'un leader charismatique (Taguieff, 2012: 39). Ce dernier se présente comme issu du peuple et se pose comme son représentant. A ce titre, il en appelle aux citoyens pour se rallier au projet collectif qu'il porte. Ce qui implique pour ceux-ci de s'en remettre exclusivement à la personnalité hors du commun du leader populiste (Charaudeau, 2011: 110). Le leader populiste parlant au nom et pour le compte du peuple, lui-même issu de celui-ci ou se revendiquant comme tel, s'estime alors porter le discours légitime puisque c'est le peuple qui est censé détenir la légitimité (Jamin, 2016: 27). Le leader populiste se présente comme le sauveur, l'homme providentiel, celui qui sait ce qu'il faut faire et quelle direction il faut prendre pour lutter contre les méfaits des élites en place (Jamin, 2016: 32 -33).

Comme cela a pu être observé, le discours populiste fait régulièrement référence au peuple laborieux. A cette occasion, les leaders populistes n'hésitent pas à se revendiquer eux mêmes de cette classe de travailleurs ou du moins à se présenter comme des *self-made man*, qui se sont fait eux-mêmes. L'importance pour le leader populiste de revendiquer des origines populaires provient du fait qu'il souhaite de la sorte ne pas se voir accuser d'appartenir aux élites (Jamin, 2016: 25 et 33). Pourtant, celui-ci n'appartient pas forcément aux catégories sociales au nom desquelles il parle. L'histoire et le parcours personnel du leader populiste sont la plupart du temps enjolivés. L'honnêteté, la sincérité, la vie exemplaire, la réussite sociale du leader sont régulièrement mises en avant et souvent exagérées (Jamin, 2016: 33).

1.2.2. L'homme providentiel

Le populisme apparaît la plupart du temps dans un contexte de crise sociale qui diffère selon les pays et les contextes (Charaudeau 2011: 104). La crise peut être économique, identitaire ou encore politique. De nombreux individus ont l'impression d'être délaissés par les dirigeants politiques qui tendent justement à confisquer le pouvoir. La société manque à ce moment d'une vision d'avenir et il y a absence de projet commun (Dorna, 2006). Dans ce contexte où la situation semble bloquée, où de nombreux citoyens sont déçus, frustrés et dans l'attente d'un changement profond, le leader populiste apparaît comme l'homme providentiel, celui qui surgit brusquement (Dorna, 2006). Sans forcément reposer sur un parti et/ou un programme structuré, il propage l'idée qu'il faut en finir avec la situation en cours et que le pouvoir doit être rendu au peuple (Charaudeau, 2011:104). Le lien entre le leader populiste et le peuple est davantage sentimental qu'idéologique (Charaudeau, 2011:110). En faisant preuve d'une énorme énergie et d'une parole forte, il propose de rompre avec le passé et constitue une source d'espoir pour de nombreux individus. L'appel au peuple est aussi un appel au changement.

1.2.3. La maîtrise des émotions

Le leader populiste est habile émotionnellement. Il parvient à mobiliser les masses en jouant sur l'affect et à susciter l'adhésion (Dorna, 2006). La forme émotionnelle l'emporte souvent dans ses discours sur la dimension programmatique ou le discours explicatif rationnel. Il tend ainsi à se distinguer du discours technocratique des élites au pouvoir qui peuvent négliger ou passer à côté des vraies questions sociétales. Son discours comporte de nombreuses évocations affectives et imaginaires (Taguieff, 2007: 194).

Le pouvoir d'influence du discours en politique ne provient pas uniquement de la qualité du projet sociétal défendu. Il doit aussi pouvoir répondre aux attentes des citoyens. L'affectif et le charisme apparaissent importants aux yeux des citoyens (Charaudeau, 2011: 105). L'homme politique qui recherche la conquête du pouvoir doit pouvoir susciter l'adhésion des citoyens. Pour ce faire, il se doit de mobiliser diverses stratégies. Il doit d'une part, se montrer crédible vis-à-vis des citoyens en construisant son image ce que Charaudeau appelle l'*ethos* de crédibilité. D'autre part, il doit également apparaître comme attractif auprès de ceux-ci, c'est l'*ethos* d'identification, (Charaudeau, 2005: 105) en présentant des valeurs auxquelles les citoyens pourront adhérer. A ce stade, la véracité du discours énoncé prime sur la vérité de celui-ci. L'homme politique se doit alors de jouer sur l'affect en proposant une vision amplifiée de la situation en cours au sein de la société (en insistant notamment sur le fait que ce sont bien les citoyens les premières victimes de cette situation) pour provoquer l'adhésion au projet défendu ou dans une autre mesure dissuader les citoyens de suivre celui de ses adversaires. L'homme politique se charge alors d'identifier les maux de la société et surtout ses responsables avant de proposer une solution pour y remédier en se présentant comme la personne la mieux disposée pour y parvenir.

Ce qui différencie le discours populiste du discours politique classique est que le leader populiste a recours à l'excès aux émotions délaissant souvent le recours à la raison. Le populiste tend à dramatiser exagérément la situation que connaît la société que ce soit en intensifiant la crise, pour dénoncer les coupables ou en se présentant comme l'homme de la situation (Charaudeau, 2011,106). Il exploite au maximum le ressentiment individuel des citoyens déçus et mécontents. Au niveau économique, il insistera par exemple sur la différence entre les pauvres et les riches, sur la précarité des travailleurs. Il pourra mettre en avant la perte de marqueurs identitaires ou d'absence de projet collectif. Il insistera sur le fait que les citoyens sont les victimes de la crise, en s'adressant aux "déclassés", aux "petits", aux "sans-grades" (Charaudeau, 2011: 106- 107). Dans tous les cas, il s'agira pour les populistes d'identifier un bouc émissaire, considéré comme la source du mal, pour ensuite attiser l'hostilité à l'égard de cet ennemi qu'il convient d'éliminer. Dans la mesure où le leader populiste entretient l'idée que des "forces adverses" veulent contrevenir à la poursuite de son projet collectif, il accentue encore davantage le sentiment qu'il faut se venger et rompre avec les élites en place. De ce point de vue, la rhétorique populiste a un caractère polémiste (Taguieff, 2007: 16-17).

Comme tout leader charismatique, le leader populiste est source de considération et d'identification (Dorna, 2006). Il fonctionne comme une sorte de guide auprès d'individus qui se sentent délaissés et incarne un projet collectif englobant le plus grand nombre d'individus. En effet, les partis populistes ont cette capacité à présenter leur leader comme porte parole d'une certaine vision du monde et capable de la faire partager par le plus grand nombre (Dorna, 2006). Le leader charismatique populiste exploite adroitement les éléments favorables de la situation. En ce sens, on peut considérer que le peuple préexiste au leader.

1.2.4. Appel direct et personnel

L'appel au peuple du leader se veut aussi un appel direct qui consiste à se passer des médiations institutionnelles. Le populiste se pose en effet comme le représentant direct du peuple ce qui suppose son désir de tirer sa légitimité du face à face entre lui et les citoyens (Charaudeau, 2011: 110). Le leader populiste joue la carte de la proximité et de la représentation. Comme le reprend Taguieff (Taguieff, 2012), le style du leader populiste rejoint en ce sens l'idéal de démocratie directe qui sera développé plus loin dans ce travail. Le contact est direct et les échanges vifs. L'homme semble disposé à en découdre. Il tend à démontrer sa capacité de puissance à entraîner les masses et à renverser la situation de statu quo. Pour cette raison, le populiste se caractérise par ses coups de gueule, des phrases chocs et des dérapages médiatiques (Charaudeau, 2011: 111). Toutefois, il doit veiller à ce que cette force de caractère apparaisse bien aux yeux des citoyens comme mise à disposition du peuple, de l'intérêt général et non aux services de ses propres intérêts. Il se pose de ce fait comme le sauveur de la nation.

Chapitre 2: Critères caractérisant davantage les partis populistes contemporains

2.1. Exaltation des valeurs démocratiques

2.1.1. Entre une hyperdémocratisation et un antidémocratisme

L'attitude du populisme à l'égard de la démocratie est pour le moins ambigu. Il se veut comme un rejet de la démocratie, en tous cas sous sa forme représentative et en même temps, le populisme réclame davantage de démocratie, en tant que démocratie directe (Jamin, 2016: 19). Comme le reprend Taguieff (2007) "*le populisme oscille entre un hyperdémocratisme et un antidémocratisme*".

Les populistes se veulent critiques à l'égard de la démocratie représentative dans la mesure où ils reprochent aux élites d'avoir profité de la délégation du pouvoir pour le confisquer (Jamin, 2016: 18). A l'inverse, ils se posent comme les fervents défenseurs de l'idéal de démocratie directe (Taguieff, 2007: 36-37) notamment en privilégiant des outils de participation et de délibération comme les référendums et les consultations populaires sur des thématiques particulières. Le populisme voit la démocratie sous le prisme unique de la volonté du peuple (Meny et Surel, 2000: 61). Les populistes estiment que la légitimité provient de celle-ci. Mieux, la volonté du populaire est la valeur supérieure à laquelle il faut se référer pour mener une action (Taguieff, 2007: 185 et 186).

2.1.1.1. Démocratie et populisme

Au fondement de la démocratie se trouve le peuple. La conception idéale qui voudrait faire reposer la démocratie uniquement sur la volonté populaire n'est pas seulement partagée par les populistes (Meny et Surel, 2000: 59). Les populistes comme les démocrates se réclament du peuple mais la place et le sens donnés à celui-ci diffèrent entre les deux (Meny et Surel: 2000: 32). La démocratie paraît difficilement définissable. Le terme est ambigu. Les notions de peuple et de démocratie ne renvoient pas à une définition unique ni à des critères absolus ce qui rend aisé de s'y référer. En effet, le nominalisme et la polysémie permettent de nombreuses manipulations (Meny et Surel, 2000: 34). Les populistes exploitent à l'excès les ambiguïtés propres à la démocratie. Ils en appellent à une démocratie pure délestée de ses imperfections.

La plupart du temps, le discours populiste relatif à la démocratie dénonce les dysfonctionnements et les travers des démocraties. Cependant, l'attitude des populistes vis-à-vis de la démocratie représente moins "*une vue cohérente et systématique*" qu'un ensemble de discours radicaux exaltant la souveraineté populaire (Meny et Surel, 2000: 60).

2.1.2. La critique populiste du système de représentation

La critique populiste de la démocratie se focalise principalement sur les systèmes de représentation dont les populistes ont une interprétation particulière.

2.1.2.1. Notion de représentation

D'après les travaux d'Hannah Pitkin (cité par Meny et Surel, 2000), La représentation peut-être définie simplement comme le fait de "*rendre à nouveau présent quelque chose ou*

quelqu'un qui n'est pas ou plus physiquement présent". Cette courte définition implique de s'intéresser aux moyens de rendre présent en l'absence. Représenter implique au préalable que le représentant soit autorisé à agir à la place d'un autre, que ce soit un individu, un groupe d'individus ou même une institution (Meny et Surel, 2000: 70). Avant l'action de représentation, il faut une transaction préalable. Le représentant est considéré ici comme quelqu'un qui a été élu, autorisé. En parallèle, la notion de responsabilité envisage les conséquences des actes du représentant. Selon cette acception, le représentant tend davantage à devoir rendre compte à ses mandants qu'à être autorisé à agir. Sous cet angle, le représentant ne dispose plus d'une totale latitude d'action (Meny et Surel, 2000: 71).

Si l'on se focalise sur le contenu de l'action de représentation, à savoir être là (présent) pour quelqu'un ou quelque chose (absent), on considère dans une approche descriptive, que représenter nécessite une ressemblance ou une conformité entre le représentant et le représenté. Dans une vision purement symbolique, ce besoin d'accorder de l'importance à la personnalité du représentant ne se retrouve pas. Par sa présence, le représentant est censé incarner le "*corps des représentés*" (Meny et Surel, 2000: 72). Une autre interprétation de la représentation est de considérer les représentants, au delà de leur simple présence, comme davantage contraints quant au contenu de leur action. Cela peut être le cas, lorsque l'on considère que celui qui reçoit un mandat d'un groupe d'individus se doit de défendre les intérêts de ceux-ci. Le champ d'action de celui-ci est alors strictement limité au contenu du mandat (impératif).

2.1.2.2. La représentation selon les populistes

Démocrates et populistes fondent le processus d'autorisation sur la souveraineté populaire. Néanmoins, les populistes se veulent critiques à l'égard des modalités de la représentation en cours au sein de la démocratie. Selon eux, les "élus", "ceux qui ont été choisis" ont détourné le sens du processus d'autorisation. A ce titre, ils prônent une réforme, voire la suppression du système de représentation. Le populisme constitue une demande de révision de la démocratie. La solution pouvant alors venir selon eux de mécanismes de démocratie directe pour que le peuple puisse reprendre la main (Meny et Surel, 2000: 73-74). Le peuple, majoritaire, est légitime. A l'inverse, l'élite, minoritaire, serait illégitime et non démocrate. En défendant ses propres intérêts, elle se serait accaparé le pouvoir (Jamin, 2016: 31). Le risque est alors de tomber dans la tyrannie du plus grand nombre (Taguieff, 2007: 29). Les populistes estimant le

peuple comme meilleur que les dirigeants (Meny et Surel, 2000: 74). De ce point de vue, la représentation doit refléter la volonté du peuple.

Des discours populistes, il en découle une idée particulière de la représentation qui repose sur une nécessité de correspondance entre le représentant et les représentés. Cet idéal resurgit pour dénoncer de manière virulente la distance présumée entre le peuple et les élites selon les contextes socio-historiques particuliers (Meny et Surel, 2000: 77). Les leaders populistes reprochent régulièrement à la classe politique d'être éloignée ou plus radicalement coupée des citoyens (Taguieff, 2002: 23). Les populistes sont propices au changement, à un "coup de balai" pour redonner au peuple la place qu'il mérite. Le leader populiste envisage alors de remplacer les élites en place, par des élites issues du peuple (Taguieff, 2007: 17). C'est pour cette raison que les leaders populistes insistent pour se présenter comme issus du peuple même si cela n'est pas forcément le cas.

Le populisme s'oppose à la conception de la démocratie des régimes représentatifs contemporains qui estiment que l'activité du représentant importe plus que ses propres caractéristiques ou que l'activité d'une assemblée est plus importante que sa composition. Selon l'approche populiste, les représentants ne doivent disposer que de peu de latitude dans l'exercice de leur action. Ce à quoi renvoie le représentant est essentiel. Le dirigeant politique est considéré être là pour les citoyens qu'il représente parce qu'une correspondance existe entre lui et eux (Meny et Surel, 2000: 79).

A ce jour, les régimes politiques occidentaux ont privilégié la démocratie de type représentatif plutôt que la démocratie sous sa forme directe. Les politiques, les idées, les choix des dirigeants politiques sont plus importants que ce qu'ils sont, que leurs caractéristiques propres. Leurs actions sont estimées correspondre plus ou moins aux idées sur lesquelles ils ont été élus (Meny et Surel, 2000: 80). L'idée d'un mandat impératif n'étant pas retenue dans les démocraties occidentales, la relation entre le représentant et les représentés se base essentiellement sur la confiance. La défense récurrente de l'intérêt général est présumée. La latitude d'action est grande pour le représentant (Meny et Surel, 2000: 158). Par ailleurs, l'existence de visions différentes sur ce qui constitue l'intérêt général est justement une condition du pluralisme souhaité dans les démocraties représentatives.

Les médiations et les délibérations qui s'interposent entre le peuple et le pouvoir tendent selon les populistes à dénaturer la volonté populaire et sont considérées par le populisme comme autant de barrières et d'obstacles (Meny et Surel, 2000: 61). La démocratie représentative allie

souveraineté populaire et “limitations institutionnelles”. Pourtant, les élites politiques ont tendance à accorder une (trop) grande importance à ces procédures. La démocratie se réduisant finalement à un certain formalisme pour les populistes (Taguieff, 2007: 170). L’appel au peuple du leader populiste se veut donc direct pour ne pas être altéré par des instances représentatives (Taguieff, 2007: 19). Le leader populiste appelle le peuple à lui faire confiance et se présente comme celui capable d’abolir cette coupure entre les représentants et les représentés, de supprimer l’écart entre la volonté populaire et les actions concrètes (Taguieff, 2002: 16).

Conovan (cité par Taguieff, 2007), distingue deux figures de la démocratie. Alors que la première suscite les mobilisations des citoyens, la seconde a tendance à redouter d’une part, le pouvoir et d’autre part, l’engouement populaire. Dans le premier cas, les règles et les procédures sont considérées comme des obstacles. Selon la deuxième conception, il convient justement de limiter le pouvoir (séparation et limitation des pouvoirs) et de calmer les ardeurs politiques en prévoyant des procédures et des institutions. Deux styles politiques s’opposent. Le premier renvoie davantage à la poursuite d’un idéal tandis que l’autre se veut plus pragmatique (Taguieff, 2007: 170-172).

Le contexte actuel de déséquilibre entre ces deux visions de la démocratie paraît alors favorable au populisme. Le populisme interviendrait pour rétablir l’équilibre, pour réduire l’écart entre la demande populaire et la réalisation concrète de la politique (Betz, 1993: 170). Le populisme contemporain se veut mobiliser le mécontentement des citoyens à l’égard du modèle formalisé de la démocratie porté par les élites au pouvoir (Taguieff, 2007: 170). Le leader populiste se veut intervenir au delà de toutes médiations.

Les populistes exploitent à leur avantage l’écart qui existe entre l’idéal démocratique (le pouvoir par et pour le peuple) et la démocratie qui se déploie en pratique tendant finalement à minorer l’impact du peuple. En effet, cet écart peut-être la source de nombreuses revendications mais également de manipulations (Many et Surel, 2000: 32).

La critique virulente du système représentatif des partis populistes ne les empêche pas de prendre part aux élections et de lutter pour le pouvoir (Meny et Surel, 2000: 83). Le populisme apparaît alors comme ambigu. Il se veut anti-politique par ses critiques à l’égard des système de représentation. Par ailleurs, il apparaît comme une demande de davantage de démocratie –directe- (Taguieff, 2007: 18).

2.1.3. Les mouvements (néo)populistes dans le contexte de crise de la représentation

Dans un contexte de crise de la représentation et de perte de légitimité des acteurs politiques, les nouveaux mouvements populistes qui ont émergé en Europe se posent comme les fervents défenseurs des valeurs démocratiques comme la laïcité, l'égalité homme/femme, les droits des homosexuels,... (Taguieff, 2012: 25). La critique néopopuliste à l'égard des gouvernements se dirige vers leur défense jugée insuffisante de ces valeurs et règles.

Les mouvements populistes de droite accusent également les élites politiques de menacer la culture de la nation. Dans la mesure où elles privilégient des valeurs universalistes, elles seraient pour les populistes de droite favorables à l'immigration. La politique des gouvernements européens en matière d'immigration est jugée irresponsable par ces mouvements néopopulistes. Cette position à l'égard de la politique migratoire en Europe, les conduit alors à un rejet des étrangers. Dans le contexte des démocraties européennes, ce rejet se focalise principalement sur l'islam au nom de la défense des intérêts culturels et des droits individuels des citoyens (Taguieff, 2012: 25-26). Le néopopulisme de droite conteste l'influence (politique et culturelle) grandissante de l'islam au motif qu'il menacerait les droits individuels post-matérialistes (Taguieff, 2012: 26). Le parti lancé par Geert Wilders aux Pays-Bas ou l'UDC en Suisse illustrent ce procédé. Les élites politiques sont dénoncées par le populisme étant donné qu'elles sont accusées d'avoir favorisé le multiculturalisme (Taguieff, 2007: 132).

2.2. Défense de la souveraineté nationale

2.2.1. Emergence d'un mouvement populiste en réaction aux peurs et angoisses des européens

Depuis plusieurs décennies, les européens doivent faire face à de nombreux bouleversements (émergence de nouvelles puissances économiques, délocalisations, accentuation des flux financiers et commerciaux, immigration de masse, construction européenne,...). Ces changements économiques et culturels suscitent de nombreuses peurs et angoisses chez les citoyens (Reynié, 2011: 14-16).

Selon les partis populistes européens, les difficultés rencontrées par le peuple viendraient de la mondialisation et de l'intégration européenne prônées et encouragées par les élites en place.

Les mouvements populistes de droite ont également tendance à dénoncer l'immigration. On assiste à l'émergence de nouveaux mouvements populistes dont la volonté est alors de défendre la souveraineté nationale qui politiquement se traduit par un rejet de la mondialisation, de l'Union européenne et éventuellement de l'immigration de masse (Taguieff, 2012: 24).

Reynié parle de populisme patrimonial pour identifier ce mouvement (Reynié, 2011: 16). En réaction aux angoisses et aux peurs du peuple, les partis populistes considèrent qu'il faut défendre le niveau de vie (patrimoine matériel) et le style de vie (patrimoine immatériel) des citoyens. En effet, les craintes des européens concernent aussi bien le chômage, la baisse des salaires que la sécurité. Ce populisme se retrouve dans des pays dont l'économie est fragile mais également dans des pays comme la Suisse ou les pays d'Europe du nord (Reynié, 2011: 14). Cette défense patrimoniale provient du fait que le changement en cours affecte finalement des situations acquises (Reynié, 2011: 16). Les populations sont exposées au déclassement ou à la peur de celui-ci. Les peurs liées à la mondialisation et à l'Union européenne concernent les classes populaires comme les classes moyennes (Taguieff, 2012: 24). Les perdants de la mondialisation et les exclus de la construction européenne peuvent se reconnaître dans le discours populiste (Taguieff, 2012: 65). Les citoyens européens redoutent un déclassement personnel et collectif. Ils craignent pour leur place dans la société mais également pour le rôle de leur pays dans le monde (Reynié, 2011: 17). Ce contexte provoque chez les européens le sentiment que les programmes et les positions politiques des partis au gouvernement qu'ils soient de gauche ou de droite sont semblables. Ils sont perçus comme étant co-responsables des bouleversements en cours (Taguieff, 2012: 32).

2.2.2. La critique populiste de la mondialisation

Le processus de mondialisation en cours qui s'est intensifié depuis plusieurs décennies peut être défini sommairement comme un *“élargissement spatial et une intensification des interactions économiques et culturelles régionales ou globales”* (Bornschier, 2005: 417).

2.2.2.1. La mondialisation économique: internationalisation des échanges et accentuation de la concurrence

L'internationalisation des échanges commerciaux et financiers s'intensifie. Les économies nationales deviennent de plus en plus interdépendantes et de nombreuses activités économiques traditionnelles sont dorénavant délocalisées vers d'autres pays et régions du

monde, notamment en Asie (Meny et Surel, 2000: 139). L'augmentation des flux financiers et commerciaux à l'échelle mondiale exacerbe la concurrence entre les pays mais également entre les travailleurs sur le marché du travail, en particulier pour les travailleurs les moins qualifiés (Bornschieer, 2005: 417).

Les formes traditionnelles de l'organisation politique de l'Etat-nation et de l'Etat-providence sur lesquelles les régimes politiques occidentaux se sont construits sont menacées par les dynamiques de la mondialisation (Meny et Surel, 2000: 131-132).

Face à ce constat, les partis populistes développent un discours protectionniste. L'intérêt de l'économie de marché n'est pas discuté par les partis populistes. Certes, ils ne proposent pas un modèle économique alternatif mais prônent un renforcement de la place de l'Etat en matière économique. Ils défendent l'idée d'un protectionnisme économique (Reynié, 2011:124; Bornschieer, 2005 :415) afin de préserver les richesses nationales.

Bien qu'ils n'envisagent pas de le faire tous de la même manière, les partis populistes en appellent néanmoins à la préférence nationale destinée à assurer la primauté du peuple en matière d'accès aux ressources économiques et de redistribution des richesses (Reynié, 2011: 124-125). Il s'agit de défendre le peuple face aux organisations supranationales et acteurs transnationaux en prévoyant par exemple une sortie de la zone euro ou des institutions européennes et/ou mondiales (FMI,...). Les mouvements populistes de droite envisagent également de réserver l'accès aux emplois ou les aides sociales aux seuls citoyens "nationaux" (Reynie, 2011: 125).

La place du cadre national est remis en cause et le rôle des différents intervenants évolue. Dans ce contexte, le discours protectionniste des partis populistes apparaît comme une alternative à l'issue que les institutions européennes/internationales et les gouvernements nationaux promettent aux citoyens (Meny et Surel, 2000: 133). Pour expliquer les mesures d'austérité ou la réduction des services et aides publiques auprès des citoyens, les gouvernements des Etats membres font régulièrement référence aux "*impératifs structurels*" (Bornschieer, 2005, 418) de la mondialisation ou du projet européen. Face à cette attitude des partis au pouvoir, les citoyens peuvent être plus facilement à l'écoute du discours populiste qui défend des mesures protectionnistes. Par la même occasion, les partis populistes se distinguent des elites politiques en place. Indépendamment des prises de position défendues par chaque parti populiste en fonction des conditions socio-économiques de chaque pays, les mouvements populistes ont en commun d'apporter des explications, simples aux

boulevirements en cours au sein de la société (Meny et Surel, 2000: 148). Leur volonté est de se différencier des élites au pouvoir.

2.2.2.2. La mondialisation politique: nouveaux acteurs et perte de souveraineté des Etats

La mondialisation a conduit à limiter la marge de manoeuvre des gouvernements en matière de politique économique (Bornschier, 2005: 418). Globalement, ils voient peu à peu leur souveraineté s'effriter. De nouveaux acteurs comme les multinationales ou les organismes financiers ne relevant pas du cadre national traditionnel disposent dorénavant d'un rôle de plus en plus important (Meny et Surel, 2000: 140). Par ailleurs, de nouveaux acteurs publics sont apparus, et ce la plupart du temps à l'initiative des gouvernements nationaux (Meny et Surel, 2000: 141-142). Via des mécanismes de délégation, les Etats ont alors confié de plus en plus de compétences aux acteurs transnationaux et supranationaux et par la même occasion, limité leur champ d'action (Meny et Surel, 2000:142).

Les mouvements populistes s'empressent alors de pointer et de dénoncer les insuffisances et la responsabilité des gouvernements. L'accentuation de la délégation des pouvoirs des acteurs supranationaux est présentée par les populistes comme constituant une menace pour l'identité nationale (Meny et Surel, 2000: 146). Face à ce constat, les mouvements populistes n'hésitent pas à basculer vers des revendications de type nationaliste. Le sentiment est alors que les dirigeants politiques ne sont plus en mesure d'agir ou ne veulent plus le faire. Il apparaît pour les citoyens que les dirigeants politiques sont dorénavant impuissants pour régler leurs problèmes notamment sur le marché du travail (Cohendet, 2004: 48).

2.2.2.3. Le rejet de l'Union européenne

Les Etats se retrouvent peu à peu vidés de leur substance et sont concurrencés par d'autres acteurs. On assiste à un éclatement de la sphère publique (Meny et Surel, 2000: 153). La notion de gouvernement venant à être remplacée par le terme gouvernance pour qualifier les modes de formulation des politiques publiques. Selon Meny et Surel (2000), la gouvernance peut-être qualifiée comme un processus de coordination d'acteurs, groupes sociaux, d'institutions pour atteindre des buts propres et définis collectivement dans des environnements fragmentés, incertains. Les décisions politiques ne relèvent dorénavant plus d'un seul acteur mais sont issues d'un compromis entre plusieurs intervenants publics et privés.

Ce terme est souvent utilisé pour parler de la gestion et de la conduite des actions menées au sein de l'Union européenne. Dans le contexte européen, cette perte de souveraineté des Etats au profit d'acteurs supranationaux se traduit par un rejet profond de l'Union européenne de la part des mouvements populistes. En effet, bien que leurs critiques ne se focalisent pas toutes sur les mêmes aspects de la question européenne, les partis populistes ont tous en commun de rejeter l'Union européenne. Les élections européennes et les référendums nationaux sur l'Europe ont donné l'occasion aux partis populistes d'asseoir leur notoriété et de diffuser leur discours eurosceptique. Par ailleurs, ces débats leur permettent également de se distinguer vis-à-vis des autres partis et surtout de mobiliser l'argument qui veut que tous les partis de gouvernement (qu'ils soient de gauche ou de droite) se ressemblent. En effet, les discussions autour de l'Europe conduisent régulièrement à opposer les partisans de l'Europe, reprenant la plupart du temps les partis de gouvernement (de gauche et/ou de droite), et d'autre part, les partis populistes (Reynié, 2011: 113- 114).

Les partis populistes dénoncent la gouvernance européenne et la technocratisation des gouvernements nationaux (Taguieff, 2012: 108-109). A titre d'illustration, la gestion de la dette grecque a démontré la violence à l'encontre du peuple grec de la politique mise en place par l'Union européenne et sa relative inefficacité. Par ailleurs, les gouvernements nationaux semblent ne plus être en mesure de répondre aux différents enjeux de la société ce qui conduit à une perte de leur légitimité. La gouvernance européenne n'offre que peu de perspectives d'avenir aux citoyens si ce n'est le fait de devoir faire des efforts en subissant des mesures politiques et économiques contraignantes le tout par un corps administratif et une gestion technocratique de la chose publique (Wieviorka, 2012: 285).

2.2.3. Les mouvements populistes de droite face à la menace de l'immigration

Pour les partis populistes de droite, l'immigration constitue également une menace. Dans le contexte européen, la menace liée à l'immigration vise principalement celle de culture musulmane (Taguieff, 2012: 26). Les musulmans menaceraient les valeurs et normes culturelles de leur pays d'accueil. Toutefois, contrairement aux mouvements d'extrême droite apparus au cours du 20ème siècle, cette critique de l'immigration ne serait plus fondée sur un racisme pur et une vision xénophobe. Dans un contexte de mondialisation et de crise économique, les partis populistes de droite prônent la préférence nationale à l'égard des citoyens de souche. L'immigration est rejetée pour réserver les ressources de l'Etat aux nationaux (Taguieff, 2012: 64-65). Il s'agit de défendre ici la préférence nationale face à ces

étrangers de l'intérieur (Reynié, 2011: 125). Taguieff parle de chauvinisme de l'Etat-providence ou d'égoïsme national (Taguieff, 2012: 64-65). L'Etat est accusé de faire bénéficier les étrangers de l'argent public au détriment du peuple, considéré ici comme le peuple composé des citoyens de souche (Reynié, 2011: 125-126). La solidarité réservée aux nationaux encouragée par les populistes prend ici une coloration ethnique ce qui explique que ces mobilisations à caractère identitaire proviennent essentiellement des mouvements populistes de droite (Taguieff, 2012: 99).

Comme cela a pu être observé dans le point consacré à la démocratie, les populistes dénoncent également l'immigration et en particulier l'islam au nom de la défense de l'identité ethno-culturelle de la communauté initiale (Taguieff, 2012: 26). Les populistes se déclarant être les seuls vrais démocrates. L'immigration que connaît actuellement l'Europe intervient dans un contexte de globalisation. Outre les écarts culturels perçus ou réels, les populations européennes peuvent percevoir d'un mauvais oeil l'arrivée de nouveaux entrants dans la mesure où leur propre position économique vacille (Reynié, 2011:32). L'immigration, particulièrement celle venant hors de l'Union européenne, confronte ainsi les européens au multiculturalisme et les expose à des différences comportementales ou religieuses (Reynié, 2011: 36). Les élites sont donc également accusées par les populistes d'avoir mené une politique d'immigration irresponsable et d'avoir voulu le multiculturalisme (Taguieff, 2007: 132).

Conclusion de la première partie

La première partie de ce mémoire a permis d'identifier les critères propres aux partis populistes contemporains. Quatre marqueurs principaux ont pu être distingués à l'issue de ce travail théorique. Tout d'abord, les partis populistes ont en commun d'opposer le peuple qu'ils défendent à l'élite systématiquement connotée négativement. Le peuple serait capable de faire preuve de vertus à l'inverse de l'élite accusée de privilégier ses propres intérêts. En ce sens le seul souverain légitime pour les populistes est le peuple. Par ailleurs, le discours populiste est porté par un leader charismatique. Les partis populistes reposent sur une figure emblématique qui se présente comme le représentant du peuple duquel il prétend être issu. Les populistes convoquent le ressentiment personnel des citoyens ce qui permet alors de capter un large pan de la société. A ce titre, le leader populiste a davantage recours à l'émotion qu'à la raison dans ses discours. L'appel au peuple constitue également un appel au changement. Le leader invite les citoyens à réagir contre la situation de *statu quo* qu'a instauré l'élite au pouvoir et s'en remettre à sa personnalité hors du commun.

D'autre part, les partis populistes ont une attitude pour le moins ambiguë à l'égard de la démocratie. Ils se veulent critiques à l'encontre du modèle de démocratie représentative prôné au sein des démocraties occidentales. La démocratie se résumant dorénavant selon eux à un certain formalisme. Les partis populistes défendent plutôt la démocratie sous sa forme directe pour supprimer l'écart entre la réalisation concrète de la politique et la volonté populaire. Dans le contexte actuel de déficit de légitimité des acteurs politiques, les partis populistes européens se posent dorénavant comme les grands défenseurs des valeurs démocratiques. Les élites étant accusées de les avoir défendues de manière insuffisante. Enfin, face aux peurs et angoisses que suscitent chez les citoyens les nombreux bouleversements que connaît la société européenne depuis plusieurs décennies, les partis populistes entendent défendre la souveraineté nationale. Ils ont alors tendance à développer un discours de rejet de la mondialisation et de l'Union européenne. Il s'agit pour eux de défendre les citoyens face aux acteurs supranationaux et transnationaux qui ont progressivement émergés.

Partie 2 : Application des critères populistes au cas du Front national de Marine Le Pen

A partir des ouvrages consultés, une grille d'analyse a pu être élaborée. Il convient dans cette seconde partie du mémoire d'appliquer celle-ci au cas du Front national sous la présidence de Marine Le Pen afin de pouvoir déterminer si le parti frontiste mobilise une stratégie populiste.

Chapitre 1^{er} : Opposition peuple - élite

Dans son discours, le Front national de Marine Le Pen fait régulièrement référence à l'élite qui est alors opposée au peuple.

1.1. Le culte du peuple

Comme cela a pu être identifié dans la première partie de ce travail, le populisme renvoie au culte du peuple. Il s'agit pour les populistes de prendre le parti du peuple face aux élites. On retrouve cette défense du peuple dans le discours du Front national de Marine Le Pen. Dans son ouvrage « *Pour que vive la France* » (Le Pen, 2012), destiné à présenter son projet pour la France en vue de l'élection présidentielle française de 2012, Marine Le Pen place le peuple au coeur de son projet politique. Elle tend à « *mener le peuple français vers le chemin de la renaissance, telle est la raison de ma candidature à l'élection présidentielle, et de tout mon combat politique* » (Le Pen, 2012 : 8).

1.1.1. La défense du peuple souverain

Bien que le peuple auquel les populistes font référence est souvent défini de manière floue, il renvoie à une masse d'individus, majoritaire, qui représente la souveraineté populaire, en opposition à une poignée de privilégiés, l'élite, considérée comme illégitime. Pour les frontistes, le peuple doit être au coeur de la politique, il doit être « *l'acteur indispensable de la politique* » (Le Pen, 2012: 179). Le peuple est envisagé comme le seul souverain légitime. Marine Le Pen déclare qu'« *une France digne (...). Ce sera une France qui sera dirigée par son seul souverain légitime, le peuple français* » (Le Pen, 2012: 18). Enfin, on peut également identifier dans le discours frontiste la conception du peuple en tant que groupe majoritaire en opposition à une élite relevant plutôt d'une minorité:

« *À la majorité silencieuse, sont réservés le chômage, la diminution du niveau de vie, l'insécurité et l'angoisse des lendemains. À une minorité toujours plus réduite et toujours plus riche, l'attribution de salaires faramineux, de bonus scandaleux, de plus-values défiscalisées, l'accumulation sans limites de toujours plus de puissance et de richesses* » (Le Pen, 2012: 9-10).

1.1.2. La défense des oubliés du système

Les partis populistes ont tendance à s'adresser aux gens ordinaires. Marine Le Pen ne fait pas autre chose et tend à s'adresser à la France "d'en bas", aux "exclus du système". A propos de son projet présidentiel pour 2012, elle reprend l'avoir construit pour ceux qu'elle appelle "*les oubliés de la politique française*", ceux à qui on ne donne pas la parole, ceux qui ne sont pas au pouvoir, ceux qui souffrent de la mondialisation (Le Pen, 2012: 17). Dans le cadre des élections municipales de mars 2014, elle a d'ailleurs entrepris ce que le FN a baptisé le "tour de France des oubliés" pour rencontrer dans différentes régions les français.

Le leader populiste fait référence au ressentiment personnel des individus. Le leader populiste tend à rassembler les déceptions et colères individuelles. Le FN s'adresse à tout un pan de la société susceptible de s'identifier à son discours (employés, ouvriers, retraités, chômeurs,...). Le Front national entend s'adresser à cette France que certains qualifient "*dédaigneusement*" de "*France d'en bas*" (Le Pen, 2012: 18). Le FN tend à rassembler les perdants et les exclus de la mondialisation. Comme le reprend Nicolas Bay, vice président du FN, cette "*France des oubliés gronde*", "*elle aspire à retrouver la maîtrise de son destin*" (Communiqué de presse de Nicolas Bay du 3 septembre 2016).

1.2. La connotation négative de l'élite

Lorsque l'élite est convoquée dans le discours frontiste, elle est à chaque fois connotée négativement. A propos de l'émergence depuis plusieurs décennies de ce qu'elle appelle un « système » mondialisé, Marine Le Pen évoque le manque de courage des élites, « *aujourd'hui incapables de dépasser ce ronron insupportable de l'économiquement correct, du politiquement correct* ». Ce courage se retrouve plutôt chez les citoyens, « *moins imprégnées du discours mondialiste* » (Le Pen, 2012 : 102). L'élite est alors perçue négativement contrairement au peuple capable de faire preuve de vertus.

1.2.1. L'élite accusée d'être éloignée du peuple

Le FN reproche à l'élite d'être coupée du peuple et d'être éloignée de celui-ci, de ses attentes ou de ses difficultés. L'élite au pouvoir n'est plus préoccupée par « *les considérations nationales* » ou la « *volonté populaire* » (Le Pen, 2012 : 120), elle « *se promène dans le monde d'en haut* » (Le Pen, 2012 : 120-121). Dans un communiqué de presse du 20 juin

2016, Nicolas Bay commente le souhait du directeur de l'agence Frontex¹ de voir ouvrir de nouvelles voies d'immigrations légales en Europe. Le cadre frontiste considère que cela irait à l'encontre de la volonté des européens qui souhaitent davantage de contrôles aux frontières. Cette mesure illustre bien selon lui le « gouffre » qui sépare les « *pseudos élites bruxelloises* » et les « *peuples européens* ».

1.2.2. L'élite accusée de privilégier ses propres intérêts

Le discours frontiste reproche régulièrement aux élites de défendre des intérêts privés et de s'écarter de la défense de l'intérêt général. Lors du débat télévisé du second tour de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen s'en est pris à Emmanuel Macron en lui reprochant son passé de ministre et de conseiller du président Hollande². Elle ajouta : « *Donc, vous voyez, vous n'avez pas d'esprit national. Vous ne pensez pas à l'intérêt supérieur de la nation. Vous défendez, je le reprocherai toujours, des intérêts privés* » (discours du 3 mai 2017 du second tour de l'élection présidentielle française). Plus globalement, Marine Le Pen qui dénonce la mondialisation, considère que ce courant de pensée n'a pas eu de mal à pénétrer le milieu politique français tant cette élite est davantage motivée par la défense de ses intérêts que par le destin de la France (Le Pen, 2012 : 33-34). A la rubrique *Tribunes libres* du site internet du Front national³, Nicolas Bay reprend notamment que : « *De l'ex-UMPS au PS, en passant par tous leurs satellites et relais, tous se mobilisent pour sauver non pas « le système », mais LEUR système* ». Il en profite également pour dénoncer le financement de projets par les régions qui « *ne répondent nullement à l'intérêt général(...)* ».

1.2.3. Les multiples visages de l'élite

Selon les contextes, l'élite évoquée par le Front national de Marine Le Pen peut prendre différentes formes. Néanmoins, les frontistes dénoncent une seule et même élite.

1.2.3.1. Élite européenne

Pour évoquer l'Union européenne et ses institutions, Marine Le Pen parle notamment de l'« *organisation de Bruxelles* » (Le Pen, 2012 : 75-76) qui est le lieu d'un consensus entre tous les partis du système au pouvoir. Elle parle d'un système européen qui constitue une manifestation de l'idéologie de la mondialisation. Le recours au terme « technocratie » pour

¹ Frontex : agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes chargée notamment d'aider les Etats membres de l'Union européenne et les pays associés à l'espace Schengen à gérer leurs frontières extérieures et d'harmoniser les contrôles aux frontières au sein de l'UE.

² Emmanuel Macron a été secrétaire général adjoint du président Hollande de mai 2012 à juillet 2014 puis ministre de l'économie du gouvernement socialiste entre 2014 et 2016

³ www.frontnational.com

qualifier l'Union européenne et son action est également présent dans le discours des cadres frontistes. Lorsque Marine Le Pen évoque une délégation de pouvoirs des Etats vers l'Union européenne qui les détruits *in fine*, elle affirme que tant la gauche que la droite ont cédé ces compétences « *à la technocratie européenne (...)* » (Le Pen, 2012 : 95-96). L'usage de ce mot n'est pas anodin. Le Front national utilise ce terme de manière péjorative pour stigmatiser un mode de gouvernement basé selon eux davantage sur des décisions prises par des experts et des techniciens déconnectés du quotidien des citoyens que relevant d'un débat démocratique mené par des acteurs légitimes.

1.2.3.2.Elite économique

L'élite économique que le parti frontiste dénonce est le monde de la finance et de la spéculation. Marine Le Pen n'hésite pas à parler d'une « *caste de spécialistes de la finance* » qui se livre selon elle à une spéculation effrénée (Le Pen, 2012 : 48). Le Front national insiste sur le fait que ce sont bien les gouvernements nationaux qui se sont pliés devant les exigences de la finance et que les hommes politiques français « *ne sont plus que des relais serviles d'établissement financiers, pour qui seuls comptent la notation triple A et la sécurisation de la dette* » (Le Pen, 2012 : 159).

1.2.3.3.Elite médiatique

Le FN de Marine Le Pen fait également référence à une élite médiatique. Selon Marine Le Pen, les médias ne constituent plus un contre-pouvoir mais se mettent au service des élites au pouvoir. Elle parle d' « *aristocratie journalistique, composée de quelques maîtres à penser et d'éditorialistes indéboullonnables grisés par un sentiment de proximité avec les dirigeants, fréquentant les mêmes cénacles qu'eux, (...) au service direct des élites* » (Le Pen, 2012 : 131). Elle insiste sur la relation privilégiée qu'entretiennent les journalistes avec les dirigeants politiques, de gauche comme de droite. Cette proximité et le fait que les élites médiatiques soient finalement issues du même monde que ceux qui exercent le pouvoir politique a pour conséquence que les médias sont également éloignés du quotidien des français. Marine Le Pen préconise alors d' « aérer » un peu les médias (Le Pen, 2012 : 184).

1.2.3.4.Elite politique

Ces dernières années, le Front national de Marine Le Pen a pris l'habitude d'utiliser l'expression « UMPS » pour centraliser ses critiques vis-à-vis de l'élite politique. Cette contraction a l'avantage d'englober dans un seul terme, les deux partis traditionnels qui se

sont succédés au pouvoir depuis les débuts de la cinquième République à savoir la droite, l'UMP (devenu entre-temps les républicains – LR-) et la gauche (le parti socialiste).

Dans une publication du Front national dans le cadre des élections départementales de mars 2015, le Front national utilise plusieurs fois cette expression. Le FN y dénonce les « *trahisons de l'UMPS* » accusée d'avoir mené depuis des décennies des politiques qui « *ont mis à genoux la France* ». Selon les frontistes, tant la gauche que la droite doivent porter la responsabilité du bilan de la France tant les programmes et les mesures prises lorsqu'ils étaient au gouvernement étaient similaires. Evoquant l'alternance que connaît la France d'élections en élections depuis plusieurs décennies, la présidente frontiste parle de « *tromperie politique perpétuelle* » (Le Pen, 2012 : 136) tant les projets défendus par la gauche comme la droite sont les mêmes, « *ce sont deux déclinaisons d'un même thème, mondialiste et antinational* » (Le Pen, 2012 : 136). Le terme « UMPS » employé par le FN vise à rendre compte de l'absence d'alternative réelle. Marine Le Pen déclare que « *Les politiciens de l'UMPS, du modem, du Front de gauche, ou des Verts servent tous l'idéologie responsable de la crise, ils l'ont appliquée, justifiée, défendue. Ils sont donc évidemment les plus mal placés pour la résoudre, malgré leurs contorsions politiques* » (Le Pen, 2012 : 142).

1.2.3.5. Une seule et même élite

Bien que l'élite que dénonce le Front national puisse prendre divers visages, il s'agit d'une seule et unique élite. Marine Le Pen (Le Pen, 2012) parle de « *système* », « *d'hyper classe mondialisée* », ou encore de « *caste* ». Elle reprend que cette élite est « *aussi bien politique que médiatique et financière* » (Le Pen, 2012 : 117). Il est aussi parfois fait référence à un lieu, Saint-germain-des-près, comme ce fut le cas lors du débat du second tour de l'élection présidentielle 2017 du 3 mai 2017. Ce quartier chic situé dans le 6ème arrondissement de Paris semble incarner aux yeux des frontistes l'univers du système qu'ils dénoncent tant. Dans un communiqué de presse du 26 avril 2017 à propos de la décision de délocalisation des dirigeants de l'usine Whirlpool d'Amiens, Marine Le Pen n'hésite pas à qualifier le futur président, Emmanuel Macron, candidat à l'élection présidentielle 2017, de « *candidat de l'oligarchie* ».

Les partis populistes ont tendance à décrire de manière assez floue l'élite qu'ils opposent au peuple. Le Front national n'agit pas autrement ce qui permet au parti d'accentuer le sentiment que cette élite tant dénoncée agit de manière opaque. Plutôt que de dénoncer un complot contre le peuple, Marine Le Pen préfère parler de connivence ou de collusion entre les

membres de cette élite. Elle précise à ce sujet : « *Il n'est nul besoin de croire à un complot organisé, ou à des sociétés secrètes : il y a une naturelle collusion économique et sociale qui se déploie, et elle est due à l'interpénétration permanente entre groupes de dirigeants* » (Le Pen, 2012 : 70). Elle ajoute qu'une « *hyper-classe* » s'est constituée à l'échelle mondiale. Elle parle même d'un « *corporatisme* », d'« *une véritable solidarité de caste* » (Le Pen, 2012 : 116). Ainsi, elle n'hésita pas à répondre à Emmanuel Macron lors du débat du second tour de 2017 du 3 mai 2017, lorsque ce dernier annonça qu'il allait baisser l'impôt sur les sociétés : « *C'est normal, ce sont vos amis. C'est ceux avec qui vous buvez des coups à la Rotonde* ».

1.3.Appel au changement

L'appel populiste consiste à un appel contre. Il s'agit pour les populistes de convoquer les citoyens mécontents, déçus de la situation en cours pour leur suggérer le changement et en finir avec le « système » et des élites qui ont fini par s'accaparer le pouvoir.

La stigmatisation de l'élite par le Front national conduit finalement à ce que les frontistes appellent les citoyens à réclamer un « coup de balai » pour en finir avec les élites au pouvoir. Ce changement tant souhaité par le Front national de Marine Le Pen se dirige vers les dirigeants et partis politiques qui se sont succédés depuis plusieurs décennies à la tête de l'Etat et qui sont accusés d'avoir confisqué le pouvoir. Le Front national estime que la gauche et la droite ont mis en place la même politique lorsqu'ils se sont succédés au pouvoir. Dans la mesure où elle considère que cette politique fut un échec, Marine Le Pen relève qu'il faut proposer un tout autre projet pour la France et ses citoyens et que seul son parti est capable de pouvoir se poser comme une véritable alternative. Ce constat d'échec posé par le FN concernant la politique menée par la gauche et la droite et la volonté de changement de la classe politique est notamment visible dans une publication du parti frontiste réalisée à l'occasion des élections départementales de 2015 et figurant sur le site internet du parti. Dans cette brochure on peut y lire « *UMPS : tournez la page !* », « *UMP et PS, 30 ans de trahisons* » ou encore « *En échec total, l'UMPS doit partir !* ». Le parti frontiste se pose alors comme le seul à pouvoir répondre au challenge d'un renouveau politique.

Ce coup de balai de l'élite politique en place tant souhaité par le FN est parfaitement représenté par une image figurant sur un tract du parti dans lequel le FN réclame la dissolution de l'assemblée nationale⁴. En effet, à l'issue des élections sénatoriales de septembre 2014 destinées à renouveler la moitié des sièges des sénateurs, la gauche a perdu la

⁴ cf. annexe 1

majorité du Sénat au profit de la droite. Cette perte de la majorité de la gauche a conduit Marine Le Pen à réclamer au président Hollande la dissolution de l'assemblée. Sur ce tract du FN on y voit donc une image d'une main donnant un coup d'éponge sur l'hémicycle de l'assemblée nationale française qui illustre le changement que souhaite le FN. Sur cette photo, on peut également y lire « *Redonnons la parole au peuple !* » qui fait référence au peuple souverain au nom duquel le FN tend à s'exprimer.

Le changement réclamé par le FN vise également l'Union européenne. Le rejet de l'Union européenne par le Front national de Marine Le Pen sera développé plus loin dans ce travail à l'occasion du point consacré au souverainisme. Toutefois, cet appel au changement du FN vise effectivement aussi les institutions européennes. Il s'agit pour les frontistes d'en finir avec le modèle européen actuel qui ne permet plus aux Etats de maîtriser leurs lois et leurs choix économiques. Lors d'un discours prononcé à Prague le 16 décembre 2017 à l'occasion du congrès du Mouvement pour une Europe des nations et des libertés (MENL), Marine Le Pen s'est dite heureuse de se réunir avec les partis-alliés européens du FN pour réfléchir à un « *modèle alternatif à celui de l'Union européenne* », modèle de l'UE qu'elle estime « *à bout de souffle* ». Au sujet du changement que son parti réclame elle ajoute « *Pour la première fois, cette autre Europe, nous pouvons espérer la bouleverser de l'intérieur, en prenant la barre des institutions européennes par le suffrage universel* ». Les élections européennes doivent permettre au FN et à ses alliés européens de « *prendre les commandes de la locomotive* ».

Chapitre 2. Marine Le Pen, leader charismatique du Front national

Les partis populistes ont à leur tête un leader charismatique. Pour le Front national, cette figure emblématique est Marine Le Pen, la présidente du parti depuis 2011 et candidate aux élections présidentielles de 2012 et 2017. L'image de Marine Le Pen est omniprésente dans l'univers du Front national que ce soit sur les affiches⁵ et tracts du parti, le site internet ou dans les meetings du parti frontiste. La personnalité de Marine Le Pen semble également faire l'unanimité auprès des sympathisants du Front national. D'après un sondage de février 2016 réalisé par l'institut TNS Sofres relatif au baromètre d'image du FN, 91% des sympathisants frontistes souhaitent, parmi les personnalités du Front national, que ce soit Marine Le Pen qui joue un rôle important à l'avenir.

⁵ cf. annexe 2

Dans un ouvrage réalisé par De Sutter et Risser (2011) consacré à l'analyse du profil des candidats à l'élection présidentielle 2012, il ressort que Marine Le Pen possède un profil psychologique conforme à celui attendu chez un leader. Les traits principaux de sa personnalité sont domination et extraversion ce qui lui confère une image de leader fort et charismatique (De Sutter et Risser, 2011: 284). Par ailleurs, il ressort de cette étude que Marine Le Pen a une vision du monde plus simple que d'autres hommes politiques, presque binaire, composée d'amis et d'ennemis qui peut présenter l'avantage de pouvoir être perçue facilement par l'auditoire (De Sutter et Risser, 2011: 288).

2.1.L'appel personnel au peuple

2.1.1. Marine Le Pen, représentante du peuple

Marine Le Pen se positionne comme la représentante du peuple et entend incarner la parole de celui-ci. David Rachline, maire FN de Fréjus et directeur de campagne de Marine Le Pen durant l'élection présidentielle de 2017 déclara lors d'une interview sur la chaîne Cnews que la candidate frontiste « *est la candidate du peuple français, pas la candidate des puissants* ». Dans le programme du FN en vue de l'élection présidentielle 2017, Marine Le Pen reprend d'ailleurs qu'elle souhaite mettre son projet politique en oeuvre, "*au nom du peuple, pour que vive la France!*". Elle réaffirme sa volonté d'être la candidate du peuple, la représentante du peuple.

2.1.2. Marine Le Pen, leader issue du peuple

Comme le reprend Jamin (2016), le leader populiste tend à se présenter comme issu du peuple. On retrouve chez Marine Le Pen cette volonté de se présenter comme une femme politique qui a conscience des difficultés auxquelles les citoyens sont confrontés au quotidien. Elle se plaît à rappeler qu'elle est une mère de famille qui a élevé seule ses enfants après son divorce et qui a dû en même temps concilier vie professionnelle et vie politique. Elle insiste sur le fait que malgré son nom, elle a dû travailler dur et se battre pour évoluer au sein du Front national. Outre son engagement politique, elle met également en avant sa carrière d'avocate qu'elle a connu avant de se consacrer définitivement à la politique. Il s'agit pour elle de démontrer qu'elle sait ce que travailler signifie et éviter de se voir accuser de faire partie de l'élite qu'elle dénonce.

2.2. Le recours à l'émotion et aux mythes politiques

Le leader populiste joue sur l'affect pour susciter l'adhésion (Dorna, 2006). Il tend à se distinguer du discours technocratique des hommes politiques au pouvoir en privilégiant la forme émotionnelle dans ses discours. A ce titre, le discours populiste contient de nombreuses références affectives et imaginaires (Taguieff, 2007 : 194).

La présidente du FN convoque régulièrement l'imaginaire des français. En effet, les discours de Marine Le Pen évoquent de nombreux mythes politiques. Le discours de Marine Le Pen se nourrit d'un récit mythologique (Alduy et Wahnich, 2015 : 183-185). Dans une société qui manque d'avenir où les individus n'ont plus de repères, le mythe présente l'avantage de donner du sens au réel. La parole de Marine Le Pen se veut alors créer de l'identité collective (Alduy et Wahnich, 2015 : 120). Marine Le Pen entend proposer un projet collectif et conférer aux individus des identités stables. Les récits mythiques ont l'avantage de parler à tous et de ne jamais se démoder. En effet, les mythes traversent les époques (Alduy et Wahnich, 2015 : 122). Marine Le Pen raconte finalement son histoire de France (Alduy et Wahnich, 2015 : 184). L'arc narratif de ses discours est celui d'une plénitude originelle de la France, saccagée par le mensonge et la trahison des élites avant qu'un personnage providentiel vienne sauver le pays et rétablir l'ordre (Alduy et Wahnich, 2015 : 127-128).

2.2.1. Le discours sur la fin des temps

Marine Le Pen présente un tableau catastrophique de la France. Selon elle, la France « *est un pays bloqué, en régression sur bien des points* », elle parle d'un « *malaise français contemporain* » (Le Pen, 2012 : 25). Il s'agit d'attiser les peurs et angoisses des citoyens en accentuant encore davantage la gravité de la situation en cours (Alduy et Wahnich, 2015 : 125). Lors de son discours du 1er mai 2013 à l'occasion de la fête du travail, Marine Le Pen affirma que « *La France est dans la nuit(...). La France est dans les temps obscurs, elle est dans la nuit, et plus rien ne semble solide sous ses pieds* ».

Comme le reprennent Alduy et Wahnich (2015), ce discours sur la fin de la France est une manière de faire du chantage moral auprès des électeurs. « *La question qui se pose à notre génération de Français est de savoir si nous acceptons de sortir de l'histoire ? La réponse est simple et terrible. C'est à nous d'en décider* » (discours de Marine Le Pen du 4 septembre 2010 à Saint-Laurent-du-Var). Ceux-ci sont alors mis devant un (faux) dilemme. Accepter le processus en cours qui conduira la France à sa perte ou au contraire, dans un sursaut, réagir et s'en remettre au projet collectif que leur propose la présidente frontiste. Entre les deux

alternatives, le choix est vite fait. Le mythe de la décadence mobilisé par Marine Le Pen tend ainsi à exprimer sur le mode tragique le sentiment de déclassement ressenti par les citoyens français et apporter une source d'espoir en proposant un projet collectif qui promet de rassembler les français autour de sa personnalité (Alduy et Wahnich, 2015 : 131).

2.2.2. L'évocation de l'âge d'or de la France

Ce tableau sinistre va de pair avec un rappel de l'âge d'or de la France, comprise comme la vraie France celle qui autrefois était glorieuse et résistante. La référence à cette période permet alors la comparaison avec la situation en cours présenté comme dramatique. Pour Marine Le Pen, cet âge d'or, l'état idéal avant le déclin, c'est la période des Trentes glorieuses. Comme elle le reprend dans son ouvrage « *Pour que vive la France* », à cette époque « *l'avenir était lisible* » et « *chacun savait que demain serait meilleur qu'aujourd'hui* » (Le Pen, 2012 : 40). Cette France évoquée par Marine Le Pen c'est également la France du Général de Gaulle auquel elle fait très souvent référence dans ces discours. Ce président, visionnaire et patriote (Le Pen, 2012 : 186) dont la vision « *consistait en réalité à subordonner l'économie au pouvoir politique, dans son acception la plus noble* » (Le Pen, 2012 : 39) est en effet régulièrement cité en exemple par Marine Le Pen lorsqu'il s'agit de stigmatiser les élites politiques actuelles. La référence à la France éternelle introduit finalement chez les citoyens ce fantasme d'une France tranquille dont Marine Le Pen appelle au retour (Alduy et Wahnich, 2015 : 132).

2.2.3. L'appel au changement : le sursaut national comme appel au vote

L'appel au peuple du leader populiste constitue *in fine* à un appel au changement, il s'agit d'en finir avec la situation en cours (Charaudeau, 2011 : 104). Le leader propose de rompre avec le passé et les élites en place et se présente comme une source d'espoir auprès des citoyens démunis.

Après avoir présenté à son auditoire le constat dramatique qu'elle fait concernant la situation actuelle de la France, il s'agit pour Marine Le Pen de proposer un projet alternatif pour le pays. Par exemple, à propos de la crise économique, elle déclare notamment vouloir « *offrir un autre chemin, d'autres solutions et une autre espérance* » (Le Pen, 2012 : 163) que les mesures économiques envisagées par l'élite politique qui consistent à faire payer le peuple. La situation est dramatisée par le locuteur pour mieux apparaître comme le sauveur et exiger de son auditoire qu'il se range derrière lui (Alduy et Wahnich, 2015 : 127). Il s'agit pour Marine Le Pen d'évoquer le déclin de la France pour pouvoir ensuite mettre en scène un possible

sursaut où elle apparaîtra comme celle capable de sauver la France avec le soutien des citoyens. On retrouve ce processus narratif lors de son discours du 1er mai 2013 :

« Alors mes chers amis, dans ces temps obscurs, dans cette nuit de la France, il est temps de montrer une lumière aux Français. De sortir une lanterne pour les éclairer et leur indiquer le chemin. (...) C'est la lumière de l'espoir, (...) d'une renaissance de la Nation et du peuple français (...) d'un avenir que nous voulons rendre à la France toute entière. (...) ce combat lumineux contre les ténèbres du désespoir français, c'est vous mes chers amis qui le menez. C'est vous et moi (...). Mais il faut sortir de cette spirale infernale ! Il faut maintenant un vrai chef, un chef qui agisse, enfin ! La France ne peut plus attendre ».

Le sursaut peut alors être envisagé comme une propagande partisane (Alduy et Wahnich, 2015 : 131). L'appel au changement de Marine Le Pen se traduit par un appel à voter pour elle afin d'obtenir le soutien nécessaire pour sauver la France. La France digne, dirigée par le peuple souverain, celle qui a déjà brillé dans le monde aux plus grandes heures de son histoire et que Marine Le Pen appelle de ses vœux est encore possible dit-elle. Cependant, elle rappelle qu'il est nécessaire que le peuple français se mobilise, soutienne son projet et qu'il exprime ce choix dans les urnes (Le Pen, 2012 : 18).

Le mythe du sauveur convoqué par Marine Le Pen permet également de donner du sens dans une société supposée sans avenir (Alduy et Wahnich, 2015 : 128). Une communauté de fidèles, de croyants se développe alors : *« Vous êtes ici rassemblés car vous avez foi en un monde meilleur, (...) en dépit de la désespérance dans laquelle on cherche jour après jour à enfermer notre peuple (...) parce que vous savez nourrir votre espoir des milles projets que nous formons pour la France, vous êtes ici rassemblés car vous partagez cette passion commune qui nous unit et donne un sens à notre engagement politique la politique (...) »* (Discours de Marine Le Pen du 26 septembre 2012 à la Baule).

2.2.4. Marine Le Pen, la femme providentielle

Dans un contexte où la société ne semble plus avoir de vision d'avenir ni de projet commun, le leader populiste apparaît alors comme celui qui sait ce qu'il faut faire pour rétablir la situation. Après avoir décrit une situation dramatique puis évoqué les meilleures heures de la France, il s'agit pour Marine Le Pen de se présenter comme la femme providentielle.

2.2.4.1. La dimension prophétique de la présidente du FN

La présidente du FN se positionne comme celle qui a tout prévu avant tout le monde. Au sujet de l'euro, elle déclare notamment :

« Voilà des mois et des années que j'alerte dans toutes mes réunions publiques, et sur tous les plateaux de télévision, l'opinion publique et que je prédis la crise systémique de l'euro. Je l'ai fait sous les railleries d'un système qui n'a jamais rien prévu à l'avance (...), j'ai décrit précisément la crise de l'euro, son mécanisme, et les solutions pour en sortir. Je n'ai pas de mérite particulier, j'ai simplement agi en responsable politique digne de ce nom (...), j'ai très vite mesuré la gravité de la crise et proposé un plan de redressement national via la liberté monétaire » (Le Pen, 2012 : 210).

2.2.4.2. Marine Le Pen, la sauveuse de la nation

Marine Le Pen a également tendance à dramatiser la vie politique. Elle fonctionne selon le mode d'un combat entre le bien et le mal qui lui permet alors d'endosser le rôle de rédempteur invitant les électeurs à se sacrifier et à s'en remettre à son projet (Alduy et Wahnich, 2015 : 162). La gauche et la droite sont présentées par la présidente frontiste comme soumis à la mondialisation. Elle estime à ce titre, être la seule qui incarne la liberté (discours du 5 février 2012 à Toulouse). A propos de l'insécurité liée au terrorisme, elle affirme notamment *« être la seule (...) à avoir en même temps la lucidité, l'énergie, la volonté d'éradiquer le fondamentalisme islamiste »* (interview de Marine Le Pen du 28 avril 2017 sur BFM TV).

2.2.4.3. Marine Le Pen, la voix de la vérité

Comme cela a été identifié dans la partie consacrée à l'opposition peuple/élite, le Front national de Marine Le Pen considère que les membres de l'élite sont complices. Le déclin de la France serait le résultat d'une intentionnalité cachée (Alduy et Wahnich, 2015 : 144). Cette mise en avant d'une certaine connivence entre les élites permet d'apporter une explication simple aux maux de la France. D'autre part, elle tend également à valoriser Marine Le Pen (Alduy et Wahnich, 2015 : 153-154). En insistant sur le fait que l'élite a menti et trahit le peuple, la présidente du Front national qui parle de *« trahisons à gogo »* (discours du 1^{er} mai 2013) se positionne comme celle qui révèle la vérité. Dans le cadre d'une interview sur la radio RTL le 20 septembre 2016, la journaliste Elisabeth Martichoux demanda à Marine Le Pen en quoi elle était plus légitime que les autres candidats pour revendiquer parler au nom du peuple. Selon Marine Le Pen, les autres hommes politiques ont trahi le peuple français. Elle

se pose ainsi comme la seule pouvant prétendre représenter le peuple. En discréditant les élites, elle s'arroge ainsi une certaine légitimité.

2.3. L'appel direct au peuple : la relation de miroir entre le chef et le peuple

L'appel au peuple du leader populiste est également un appel direct et personnel. Marine Le Pen perçoit la relation entre l' élu et les citoyens au-delà du simple lien de représentation. Elle tire également sa légitimité politique sur le lien direct qu'elle entretient avec le peuple (Alduy et Wahnich, 2015 : 166). On retrouve cet appel direct au peuple dans un discours prononcé par la présidente du FN, où elle déclara *« à tous ces français de bonne foi et de bonne volonté je leur dis venez, prenez place à nos côtés. Chacun de vous sera utile et participera selon ses possibilités, ses compétences à l'œuvre que nous voulons accomplir pour la France »* (discours du 12 mars 2011 des six-fours). Marine Le Pen entend incarner ainsi la volonté populaire et être le miroir du peuple. Ce lien particulier presque mystique avec le peuple est aussi bien mis en avant dans ses discours que dans les propositions du Front national défendant l'idéal de démocratie directe. A ce titre, Marine Le Pen rappella dans le cadre de la campagne présidentielle 2017 que l'élection présidentielle, c'est précisément la relation directe entre un homme ou une femme et le peuple. La leader du Front national évoque le transfert d'énergie perceptible dans ses meetings : *"Vous transmettez la foi que vous avez (...) C'est un lien particulier qui se crée entre vous et les Français."* (interview de Marine Le Pen du 30 avril 2017 sur France 2) Marine Le Pen et les citoyens ne font alors plus qu'un pour parler d'une seule voix (Alduy et Wahnich, 2015 : 168).

Chapitre 3. Défense de la souveraineté nationale

3.1. La mondialisation et l'Union européenne comme causes de tous les maux des citoyens

Pour le Front national, la mondialisation et l'Union européenne sont considérées comme les causes principales des maux de la France et des français. Dans un communiqué de presse du 23 février 2012, Steeve Briois, secrétaire général du FN, estime que la soumission des différents gouvernements à l' *« Europe de Bruxelles »* et à l' *« idéologie mondialiste »* est la cause directe de la misère de nombreux citoyens français. De son côté, David Rachline, maire FN de Fréjus, identifie la mondialisation comme le problème majeur et estime que l'Union

européenne est « *un artifice de la mondialisation* » (interview de David Rachline sur 26 avril 2017 sur BFM TV).

Marine Le Pen distingue la mondialisation du mondialisme. Selon elle, la mondialisation renvoie à un « *phénomène technique* » (Le Pen, 2012 : 26) caractérisé par « *l'intensification des échanges entre régions et entre nations* ». Elle reconnaît même que ce phénomène a pu être bénéfique puisqu'il a favorisé l'intensification des échanges et a permis le développement des richesses et le rapprochement des citoyens (Le Pen, 2012 : 26). Les critiques du FN relatives à la mondialisation portent plutôt sur ce que les frontistes appellent le *mondialisme* c'est-à-dire l'idéologie qui consiste à « *nier l'utilité des nations* » (Le Pen, 2012 : 27). C'est ce phénomène qui empêche les Etats de se mouvoir comme ils le souhaitent qui doit cesser selon le FN.

Dans le contexte européen, le FN rejette l'Union européenne qui est accusée de détériorer le quotidien des français. Ainsi, lors du discours du 16 décembre 2017 prononcé dans le cadre du congrès du MENL, Marine Le Pen estime que l'Union européenne, cette « *organisation désastreuse* », conduit le continent européen « *à sa perte* ». Elle reprend que l'Union européenne a provoqué la hausse de l'insécurité, a aggravé la pauvreté, a augmenté durablement le chômage, la précarité et parle même d'un déclassement social. Quelques jours plus tard, elle déclara dans le cadre d'une conférence de presse de ce même congrès du MENL de décembre 2017 que l'Union européenne avait « *tout faux* ».

3.2. La peur de déclassement des citoyens

Face aux bouleversements socio-économiques qu'ont générés la mondialisation et l'intégration européenne, de nombreux citoyens européens se sentent menacés. Ils redoutent autant leur propre déclassement que celui de leur pays. Le Front national tend à exploiter ces peurs et angoisses des citoyens en accentuant le phénomène en cours et en se présentant comme une source d'espoir en promettant de rétablir la souveraineté nationale. Ainsi, dans un communiqué de presse du 30 janvier 2017 relatif à l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, Nicolas Bay estime que cette victoire constitue « *un immense espoir pour les Américains laissés pour compte de la mondialisation sauvage et du libre échangisme fou* ». Faisant référence aux élections présidentielles futures en Autriche et surtout en France, il insiste sur le fait que « *les peuples sont de retour!* » sous-entendant qu'en cas de victoire de Marine Le Pen, la souveraineté populaire serait de retour.

Les mutations que connaissent les Etats européens tendent finalement à modifier des situations acquises. Les peurs liées à la mondialisation et à l'Union européenne touchent les classes populaires mais tendent également à atteindre les classes moyennes qui redoutent dorénavant d'être affectées par le changement en cours. A propos des traités européens, Marine Le Pen déclare notamment qu'ils :

« placent nos travailleurs dans une situation de concurrence mondiale où ils sont désarmés, et font pression à la baisse sur les salaires. En compétition avec l'ouvrier chinois, l'ouvrier français n'a plus qu'à se soumettre ou à se voir démettre de son poste. Et ce qui est vrai de l'ouvrier le devient pour l'ingénieur, l'informaticien, le comptable, bientôt le médecin ou l'avocat » (Le Pen, 2012 : 77).

Cette déclaration rappelle d'une part aux classes populaires qu'elles sont touchées de plein fouet par le libre échange. Marine Le Pen exploite également les craintes des classes moyennes en prétendant qu'elles sont dorénavant également menacées par le changement en cours. En même temps, elle veut se présenter comme une source d'espoir auprès des citoyens redoutant le déclassement en déclarant notamment que le FN et ses alliés européens sont *« les seuls à pouvoir sauver l'Europe en préservant nos Etats-nations »* (conférence de presse de Marine Le Pen du 19 décembre 2017 à Prague).

3.3. La perte de souveraineté

Le Front national considère que la mondialisation et l'Union européenne ont affecté la souveraineté nationale de la France. Selon Marine Le Pen, l'idéologie de la mondialisation n'est en effet possible qu'en faisant en sorte que les Etats soient *« vidés de leur substance afin qu'ils ne puissent plus agir et protéger leurs peuples »* (Le Pen, 2012 : 32).

Les gouvernements ont vu progressivement leur champ de compétences s'amoindrir au profit d'acteurs transnationaux ou d'organismes supranationaux. Dans le contexte européen, la perte de souveraineté des Etats se traduit par un rejet des institutions européennes par les partis populistes. Le FN regrette que le domaine de compétences de l'Union européenne ne cesse de croître. Marine Le Pen déclare à ce sujet que *« traité après traité, (...), on déshabille les Etats, là où les peuples exercent leur droit souverain par leur vote, au profit de la super structure bruxelloise »* (Le Pen, 2012 : 78).

Le FN relève également la perte de souveraineté de l'Etat au profit d'acteurs privés en mettant en avant l'influence des lobbies au sein des institutions européennes :

« (...)du poids des quinze mille lobbies qui ont littéralement colonisé la ville de Bruxelles, (...), et qui inondent la Commission de notes et d'études (dans le meilleur des cas) pour influencer les directives en préparation. Intermédiaires des grandes multinationales, des banques et des autres acteurs de l'hypercapitalisme mondialisé, il va s'en dire qu'ils n'ont pas l'intérêt général comme première préoccupation(...) » (Le Pen, 2012 :79).

3.3.1. La nécessité de rendre la souveraineté à la France

Face au constat que le FN fait à propos de la réduction de la marge de manoeuvre des Etats, le parti frontiste tend à se positionner comme le défenseur de la souveraineté nationale. Cette volonté de permettre à la France de retrouver sa souveraineté se retrouve notamment dans le programme du parti défendu dans le cadre de l'élection présidentielle 2017. La première proposition de ce programme prône la défense de la souveraineté nationale. Le FN souhaite que la France et les français retrouvent la maîtrise de leur destin. Il s'agit de rendre aux français la souveraineté qu'elle soit monétaire, législative, territoriale mais aussi économique.

Dans une interview du 18 avril 2017 sur Cnews, Florian Philippot, ancien numéro deux du parti qu'il a quitté en septembre 2017, déclare que le FN a la volonté de permettre à la France de retrouver sa souveraineté. Il ajoute d'ailleurs que c'est ce que font « *95% des pays du monde* » y compris la Suisse un pays limitrophe de la France. Marine Le Pen ne dit pas autre chose lorsqu'elle reprend que le monde entier est en train d'exprimer le souhait de se protéger citant notamment les Etats-Unis de Trump, la Russie de Poutine ou encore la Chine (conférence de presse de Marine Le Pen du 19 décembre 2017 à Prague).

A propos d'une journaliste prétendant que le Front national incarne une certaine forme de radicalité tant le parti réclame fermement la souveraineté nationale, Marine Le Pen répond que souhaiter la souveraineté pour son pays ne constitue pas une forme de radicalité dans la mesure où « *on est souverain ou on ne l'est pas* » (interview de Marine Le Pen du 20 septembre 2016 sur RTL).

3.3.1.1. La défense de la souveraineté nationale dans le contexte de l'Union européenne

Cette défense de la souveraineté se retrouve également dans la vision frontiste de l'Europe. Selon Marine Le Pen, l'Union européenne avance à contre courant de l'histoire car les grands Etats du monde, affirme-t-elle, cherchent dorénavant à se protéger contre la mondialisation devenue "*folle*" (discours de Marine Le Pen du 16 décembre 2017 à Prague).

L'idée du FN est d'en finir avec l'Union européenne. Interrogée sur sa vision de l'Europe lors du débat présidentiel 2017 avec Emmanuel Macron, Marine Le Pen déclara qu'il convenait d'envisager une « *alliance européenne des nations libres et souveraines* » plus proche de l'idée initiale de l'Europe où les peuples seront libres de décider pour eux-mêmes en maîtrisant par exemple leurs frontières et leur monnaie et où les lois nationales auront la préséance sur la législation européenne. Il s'agit pour le Front national et ses partenaires européens de remplacer l'Union européenne par une nouvelle structure de coopération et de collaboration. A ce titre, le FN envisage les prochaines élections européennes 2019 comme l'opposition entre deux projets. C'est ce qu'affirme Marine Le Pen, "*La prochaine élection se décidera projet contre projet; d'une part celui de l'UE et d'autre part, je le souhaite, le nôtre, celui de l'Union des Nations Européennes. Notre ambition (...) c'est de prendre l'Europe pour rendre chaque pays à son peuple et à chaque peuple sa liberté, en commençant par ses frontières. (...)*" (discours de Marine Le Pen du 16 décembre 2017 à Prague).

3.3.2. Le discours protectionniste du Front national

Afin de défendre la souveraineté nationale de la France, le Front national développe un discours protectionniste. Lors de la campagne présidentielle 2017, Marine Le Pen se présenta comme la "*candidate de la nation qui protège nos emplois, qui protège la sécurité de nos compatriotes, nos frontières, qui nous protège face à la concurrence internationale déloyale et face à la montée en puissance du fondamentalisme islamiste(...)* » (débat du second tour de l'élection présidentielle du 3 mai 2017). Le Front national estime que pour que la France retrouve sa souveraineté, il est nécessaire de restaurer un Etat fort. Marine Le Pen déclare à ce sujet : "*Ma conviction profonde est que la France et le peuple français ont plus que jamais besoin d'un État fort* (Le Pen, 2012 : 186). Le Front national souhaite alors mettre en place un « Etat protecteur » qui soutiendra les entreprises et les travailleurs français contre la mondialisation et les délocalisations (Le Pen, 2012 : 190).

3.3.2.1. Les mesures économiques protectionnistes

Le FN considère qu'il est urgent de se réarmer contre la mondialisation qualifiée de mondialisation sauvage. Plusieurs propositions figurant dans le programme présidentiel de 2017 du parti visent à instaurer le protectionnisme économique. Il s'agit d'une part de favoriser les entreprises françaises et la consommation de produits français. Le FN souhaite notamment soutenir les entreprises françaises face à la concurrence internationale déloyale par l'instauration du protectionnisme (proposition 35). Le parti envisage aussi de mettre en place

des barrières pour éviter que des produits étrangers viennent concurrencer les français. Le Front national souhaite favoriser la consommation de produits français en interdisant l'importation et la vente de produits étrangers ne respectant pas les normes imposées aux producteurs français (proposition 36). L'objectif du FN de consommer français implique alors d'instaurer des protections sociales et environnementales aux frontières (Le Pen, 2012 : 208).

D'autre part, les frontistes insistent sur le fait de pouvoir protéger les travailleurs français dans la mesure où c'est probablement sur ce point que la marge de manœuvre de l'Etat a sous l'influence du libre-échange et des mesures européennes été la plus diminuée (Le Pen, 2012 : 203). A ce titre, le programme du FN propose la suppression de la directive européenne « détachement des travailleurs » du 15 mai 2014⁶ qui crée selon eux une concurrence déloyale « inadmissible » et la taxation additionnelle de l'embauche de salariés étrangers (proposition 38).

3.3.2.2. La restauration des frontières

Ces mesures protectionnistes voulues par le parti frontiste impliquent la restauration des frontières. Le FN de Marine Le Pen juge en effet nécessaire de rétablir les frontières nationales. Le Front national souhaite sortir de l'espace Schengen (proposition 24 du programme 2017 du FN) et propose également de recruter 6000 agents des douanes.

Les frontières sont envisagées ici pour se protéger économiquement. Néanmoins, les frontières sont également envisagées pour se protéger de l'immigration massive. Marine Le Pen n'hésita pas à affirmer lors du débat du second tour de la présidentielle 2017 qu'il est essentiel que les français retrouvent la maîtrise des frontières de leur pays pour qu'ils puissent décider de *“qui rentre et qui ne rentre pas sur leur territoire”*.

3.3.2.3. La priorité nationale et le rejet de l'immigration pour des motifs économiques

Le Front national de Marine Le Pen dénonce régulièrement l'impact de l'immigration massive sur le quotidien des citoyens français. Le parti défend la priorité nationale face aux étrangers “de l'intérieur”. En effet, l'immigration est ici rejetée pour réserver les ressources publiques aux citoyens “de souche”. Le Front national met régulièrement en avant la priorité nationale au bénéfice des citoyens français notamment en matière d'accès au logement et à l'emploi ou

⁶ Directive européenne du 15 mai 2014 qui permet à une entreprise européenne de faire travailler temporairement un travailleur au sein d'un autre Etat membre

encore dans l'attribution des aides sociales. Le programme présidentiel 2017 du parti prévoit d'inscrire la priorité nationale dans la Constitution (proposition 92).

Les frontistes accusent le gouvernement d'utiliser les deniers publics pour les étrangers au détriment du peuple français. En matière de logement, le programme 2017 du FN prévoit par exemple de réserver l'attribution de logements sociaux aux français (proposition 142).

Dans un communiqué de presse du 3 février 2015, Nicolas Bay commente les chiffres publiés par la Fondation Abbé Pierre qui révèle qu'en France, 15 millions d'individus sont touchés par la crise du logement dont 3,8 millions mal logés. Le député européen FN regrette que pendant que les citoyens français voient leurs conditions de vie se dégrader, les maires ont pu trouver plusieurs milliers de logements pour les réfugiés de leur commune. Ces choix politiques apportent la preuve, selon lui, que la classe politique préfère se soucier des intérêts des étrangers plutôt que de régler la crise du logement du peuple français. Afin de résoudre la crise du logement, outre le fait de stopper l'immigration légale et clandestine, l'élue FN en appelle à l'instauration de la priorité nationale pour l'attribution des logements. Dans un autre communiqué du 20 juin 2016, il s'offusque d'un projet de loi prévoyant de supprimer la condition de nationalité pour pouvoir exercer un certain nombre de professions alors que le chômage touche de plus en plus de citoyens français. Il accuse le gouvernement de pratiquer une préférence étrangère en matière d'emploi et estime qu'elle doit laisser place à la priorité nationale afin de régler le problème du chômage en France. Il considère d'ailleurs qu'il faut aller plus loin encore en instaurant la priorité nationale à tous les domaines (logement, emploi, aides sociales,...) pour aider, dit-il, *“nos compatriotes en situation de détresse économique et sociales mais aussi de réguler les flux migratoires”*.

Dans le contexte de la mondialisation, le Front national accuse les gouvernements qui se sont succédés, de gauche comme de droite, d'avoir mené une politique d'immigration irresponsable. Selon Marine Le Pen, *« l'immigration est un point fondamental de convergence entre les gouvernements successifs depuis des lustres. (...)les grands équilibres de cette politique sont toujours les mêmes* (Le Pen, 2012 : 81).

La critique de l'immigration du FN est alors motivée par des motifs économiques. Selon les frontistes, l'immigration massive a été voulue par la classe politique afin de privilégier les intérêts privés des entreprises et des puissances financières. L'immigration constitue *“une arme économique au service du grand patronat”* (Le Pen, 2012: 81) dans la mesure où elle a pour objectif de favoriser la baisse des salaires. En effet, le Front national développe

l'argument selon lequel l'immigration serait "une variable d'ajustement" permettant au patronat d'ajuster les salaires (Alduy et Wahnich, 2015: 86). La politique d'immigration est alors perçue par le Front national comme s'inscrivant dans le projet mondialiste (Alduy et Wahnich, 2015: 89). Il s'agirait pour les "mondialistes" de délocaliser dans un premier temps les activités qui peuvent l'être. D'autre part, les activités économiques (comme les services à la personne ou le secteur du bâtiment) ne pouvant être délocalisées sont soumises à l'immigration. Fort d'une main étrangère venant concurrencer les travailleurs français, le grand patronat n'est alors plus contraint de revaloriser les salaires (Le Pen, 2012: 82).

Les frontistes se présentent comme les défenseurs des travailleurs français et s'opposent au monde de l'entreprise et du grand patronat. Marine Le Pen transforme finalement l'immigration en sujet macro-économique. En présentant une analyse économique, la présidente frontiste entend par ailleurs gagner en crédibilité et présenter des arguments qu'elle estime inattaquables moralement (Alduy et Wahnich, 2015: 87).

Chapitre 4. Exaltation des valeurs démocratiques

4.1. Le Front national, défenseur de la démocratie directe

Comme le reprend Taguieff (2007), les partis populistes se posent comme les défenseurs de la démocratie sous sa forme directe. Les médiations et délibérations entre le peuple et le pouvoir tendent selon eux à dénaturer la volonté populaire. Les populistes estiment qu'il y a un écart important entre la volonté populaire et l'action politique (Betz, 1993: 170). Pour remédier à ce problème, les partis populistes prônent le recours à des mécanismes de participation comme le référendum et la consultation populaire.

Si le Front national accède au pouvoir, il envisage de recourir à plusieurs outils destinés à intégrer davantage les citoyens dans le processus décisionnel. Que ce soit en 2012 ou en 2017, le FN a intégré le recours au référendum et à la consultation populaire dans son programme présidentiel. Dans son ouvrage *"Pour que vive la France"*, Marine Le Pen affirme que le recours au référendum devrait être obligatoire pour un certain nombre de thèmes comme la souveraineté de la France ou encore l'éducation afin de permettre au peuple de s'exprimer directement sur ces questions majeures. Elle regrette d'ailleurs qu'on ait jusqu'à présent pas eu plus recours à ce *"mode d'expression populaire directe"* en France (Le Pen, 2012: 180). Elle prévoit également l'instauration du référendum d'initiative populaire. Dans son

programme présidentiel 2017, le FN propose de conditionner la révision de la Constitution à l'organisation d'un référendum (proposition 2). La création d'un référendum d'initiative populaire sur proposition d'au moins 500.000 électeurs est aussi envisagée (proposition 5). Le Front national de Marine Le Pen insiste sur la nécessité d'en appeler directement au peuple afin de saisir totalement ses attentes et souhaits (Le Pen, 2012: 180).

4.2. La critique de la démocratie représentative

4.2.1. Les élites accusées d'avoir confisqué le pouvoir

Pour les populistes, toute action doit être guidée par la poursuite des intérêts du peuple. La démocratie est envisagée sous le prisme de la volonté populaire (Meny et Surel, 2000: 61). À l'inverse des partis de gouvernement qui estiment la démocratie acquise, les populistes considèrent celle-ci en danger. Selon eux, la démocratie est un bien précieux qui implique d'être protégé des élites au pouvoir accusées d'écarter le peuple de l'exercice du pouvoir (M. Le Pen, 2012: 179). On retrouve chez Marine Le Pen, cette volonté de placer le peuple au cœur de l'action politique. Elle réaffirme l'utilité de rebâtir la démocratie et qu'à ce titre, *“il faut réhabiliter le peuple français comme l'acteur indispensable de la politique de notre nation, rôle qu'il n'aurait jamais du perdre”* (Le Pen, 2012: 179).

Les populistes se veulent critiques à l'égard du modèle de démocratie représentative, défendu par les dirigeants politiques au sein des démocraties occidentales. Selon eux, la délégation de pouvoir a permis à l'élite de confisquer le pouvoir (Jamin, 2016: 18). Le FN parle de semblant de démocratie tant les élites ont écarté les citoyens du processus de prises de décision. D'après Marine Le Pen, la révision de la Constitution lors du Congrès de Versailles, le 4 février 2008 destinée à permettre la ratification du Traité de Lisbonne en constitue un parfait exemple. D'après elle, ce jour là, les cinq cents soixante parlementaires qui ont voté le projet de loi modifiant la Constitution nécessaire à la ratification du traité européen ont été à l'encontre de la démocratie et ont contourné la volonté populaire (Le Pen, 2012: 177). En effet, en 2005 les français avaient pourtant rejeté l'idée d'un traité constitutionnel.⁷

Pour contrevenir à cette confiscation du pouvoir par les élites, le FN prône une idée chère aux populistes, à savoir, le renouvellement des élites par l'accession au pouvoir de personnes issues du peuple (Le Pen, 2012: 181).

⁷ le référendum du 29 mai 2005 sur le traité constitutionnel européen a été rejeté par 54,7% des électeurs français

4.2.2. Le déficit démocratique des organismes supranationaux

D'après les partis populistes, les élites ont détourné le sens du processus d'autorisation. Le représentant est perçu comme celui élu par les représentés pour pouvoir agir à leur place (Meny et Surel, 2000: 70). Les frontistes stigmatisent le processus décisionnel des organismes supranationaux. Ils remettent en question leur caractère démocratique tant ces institutions sont coupées du peuple. A propos de l'Union européenne, le FN considère les institutions européennes comme anti-démocratiques étant donné le manque de transparence quant au choix des individus chargés de prendre des décisions en leur sein. A propos des commissaires européens qui sont à l'initiative des directives européennes, Marine Le Pen remet en cause leur mode de désignation déclarant que personne ne connaît leur nom, leur visage et surtout que personne ne les a choisis. Par ailleurs, elle s'offusque que les commissaires européens qui n'ont, selon elle, aucune légitimité démocratique, décident pourtant de questions essentielles pour le quotidien des citoyens européens (Le Pen, 2012: 33).

Le parti frontiste accuse également les instances supranationales, en particulier les institutions européennes d'être anti-démocratiques car elles ont régulièrement tendance à outrepasser l'avis des citoyens. A propos des référendums nationaux sur les questions européennes, Florian Philippot prétend dans une vidéo publiée sur le site internet du Front national qu'ils font très souvent l'objet de déni de démocratie tant les décisions des citoyens à l'issue de ces référendums sont régulièrement bafouées. Il prend notamment en exemple les référendums français et hollandais de 2005 sur la Constitution européenne ou encore le référendum de 2015 en Grèce sur l'adoption du plan d'austérité.

4.2.3. La vision frontiste de la représentation

Les populistes considèrent que le représentant se voit confier un mandat qu'il est tenu de respecter et se doit de défendre les intérêts des individus qui lui ont conféré celui-ci. Les démocraties occidentales n'envisagent pas la représentation sous l'angle du mandat impératif. L'action du représentant est plutôt présumée guidée par l'intérêt général (Meny et Surel, 2000: 158). Pour le FN, l'action du représentant politique ne tend pourtant plus aujourd'hui vers la poursuite de l'intérêt général.

Le Front national envisage l'action de l' élu limitée par la volonté populaire. A ce titre, les frontistes réclament davantage de proximité entre le peuple et l'élite. Marine Le Pen insiste sur le fait qu'un représentant politique se doit de défendre les intérêts du peuple et qu'il est donc tenu de lui rendre des comptes à propos de son action. Elle introduit d'ailleurs son programme

pour l'élection présidentielle 2017 en précisant que l'existence d'une "démocratie saine" nécessite un contrôle de l'action de l'homme politique par les citoyens. Elle prône une "proximité démocratique" pour que les décisions soient prises au plus près des citoyens et que ceux-ci puissent les contrôler directement.

La vision frontiste de la représentation sous l'angle du mandat impératif se retrouve notamment dans le discours à propos de l'euro et en particulier sur la procédure qui a conduit à adopter *in fine* la monnaie unique. Les dirigeants politiques européens auraient violé le mandat que leur peuple leur a confié dans la mesure où lors des référendums nationaux sur l'adhésion à la zone euro, ceux-ci n'ont pas « *dévoiler leurs intentions véritables quant à l'utilisation de l'euro comme déclencheur d'un engrenage vers l'unification politique* » (Le Pen, 2012 : 60).

4.3. La défense des valeurs démocratiques

Dans une approche caractéristique des mouvements populistes contemporains (Taguieff, 2012 : 25), le Front national de Marine Le Pen se positionne comme le défenseur des valeurs démocratiques. Il s'agit pour les frontistes de préserver des valeurs comme la laïcité, l'égalité hommes/femmes ou encore les droits des minorités comme ceux des homosexuels. A cette occasion, ils accusent l'élite politique de ne pas avoir suffisamment soutenu ces valeurs. Dans un tract intitulé « Au nom du peuple » distribué dans le cadre de l'élection présidentielle 2017,⁸ le FN insiste notamment sur l'importance de mettre en évidence les valeurs républicaines à savoir la liberté, l'égalité, la fraternité mais également la laïcité. Le FN met aussi en avant la défense des droits des femmes.

4.3.1. Le FN et l'égalité hommes/femmes

Le Front national entend défendre les droits des femmes. Le fait que Marine Le Pen, la présidente du FN, soit une femme joue probablement aussi un rôle important sur cette volonté de défendre l'égalité homme/femme. Dans le cadre de la journée de la femme, le 8 mars 2016, Marine Le Pen a adressé une lettre aux adhérentes du FN. Elle rappelle dans cette lettre que son parti lutte quotidiennement pour améliorer le sort des femmes tant au niveau économique, social ou culturel. Elle insiste sur le fait que la femme "*est l'égale de l'homme*".

Néanmoins, la défense des droits et libertés des femmes semblent servir au Front national pour alimenter son discours contestataire contre la mondialisation, l'Union européenne ou

⁸ cf. annexe 3

encore l'immigration. Dans cette lettre adressée aux adhérentes du parti, Marine Le Pen revient sur la vague d'agressions sexuelles commises en 2016 à Cologne dont de nombreux suspects étaient des demandeurs d'asile. Mettant en cause l'immigration, elle peste contre le fait que ce jour là "*nos valeurs les plus chères, parmi lesquelles l'égalité entre les hommes et les femmes*" ont été attaquées. Marine Le Pen profite d'évoquer les droits des femmes pour dire également tout le mal qu'elle pense de la mondialisation. Citant la loi El Khomri sur le travail, elle avance que la femme est de plus en plus ciblée par la précarité sociale (travail à temps partiel, bas salaires,...) conséquence de la politique socio-économique voulue par l'UE et défendue par le gouvernement français. A ce titre, elle termine en disant que dans ce contexte de crise économique, d'immigration massive et d' "*assauts islamistes*", il conviendra de mener le combat pour défendre les femmes et leurs droits.

4.3.2. Le FN et la question de la laïcité

Le Front national tend également à défendre la laïcité. Dans son discours prononcé le 25 mars 2012 à Nantes, Marine Le Pen reprend vouloir construire une « *France laïque et républicaine* ». Plusieurs propositions du programme présidentiel de 2017 vont dans ce sens. La proposition 95 prévoit de « *rétablir la laïcité partout, l'étendre à l'ensemble de l'espace public et l'inscrire dans le Code du travail* ».

Le discours du FN sur la laïcité est en fait multiples et peut finalement détourner le sens originel de cette valeur républicaine.

4.3.2.1. La laïcité et le rejet de l'islam

Le discours du FN sur la laïcité met en avant la liberté de culte et la séparation entre la sphère privée et la sphère publique (Crépon, 2012 : 213). Dans une vidéo publiée le 7 avril 2017 sur le site internet du Front national Marine Le Pen revient notamment sur les prières de rue. Elle y prône notamment la séparation entre la sphère privée et la sphère publique en affirmant que la rue est un espace public où les religions n'ont pas leur place. Après avoir rappelé l'importance du respect de la liberté de culte, elle ajoute ensuite que la foi est une démarche personnelle qui doit être partagée et s'exprimer dans les lieux de culte. Elle réaffirme l'interdiction pour la collectivité de financer la construction des lieux de culte qui relève de la responsabilité des croyants. Elle fait d'ailleurs référence à la loi de 1905 qui organise très clairement, dit-elle, les relations entre la puissance publique et la religion. Elle termine son

intervention en insistant sur la nécessité de protéger la non-interférence des religions dans l'espace public.

Mais cette évocation de la laïcité permet en fait au FN de s'opposer à l'islam. Le FN tend ici à détourner le sens de la valeur républicaine qu'il défend. Le thème de la laïcité permet notamment au Front national de légitimer démocratiquement le rejet de l'immigration et plus spécifiquement celle d'origine musulmane. En parlant des musulmans plutôt que des arabes ou des maghrébins, le FN de Marine Le Pen justifie ce processus d'exclusion par des motifs laïques et républicains (Crépon, 2012 : 213). Selon les frontistes, la laïcité est menacée par l'islamisme qu'ils veillent à distinguer de l'islam pour éviter de se voir accuser d'être xénophobes. Selon Marine Le Pen, l'islam menacerait la République tant il souhaite imposer ses lois et mœurs à la société française (Marine Le Pen cité par Crépon, 2012). Pour contrer cette menace, seule une laïcité ferme peut être efficace (proposition 95 du programme présidentiel 2017). A propos de l'islam radical, Marine Le Pen déclara lors d'un discours à Nantes le 25 mars 2012 vouloir « *empêcher les atteintes à la laïcité dans les quartiers* ».

Le Front national reproche aux gouvernements qui se sont succédés durant les dernières décennies d'avoir mené une politique d'immigration irresponsable. Selon les frontistes, l'immigration massive qu'a connue la France a alimenté le communautarisme provoquant la détérioration de l'identité collective de la nation (Le Pen, 2012 : 86). Dans un communiqué de presse du 19 novembre 2014, Nicolas Bay considère d'ailleurs que la politique de naturalisation menée en France⁹ contribuent « *au délitement progressif de l'identité et de la cohésion sociale* » de la France.

Par ailleurs, le FN accuse les dirigeants politiques d'avoir fait preuve de laxisme face à la montée du communautarisme. Marine Le Pen prétend même que celui-ci a été entretenu par des politiques publiques « *ubuesques* » (vidéo du Front national du 7 avril 2017) autorisant des comportements communautaires comme le port du voile dans les lieux publics, l'autorisation de la viande halal dans les cantines scolaires, etc... (Crépon, 2012 : 221). A propos de la parution d'une brochure sur le fait religieux dans l'entreprise, Florian Philippot prétend que cette démarche du gouvernement destinée à soutenir les chefs d'entreprise face aux revendications religieuses des employés (jours de congés spécifiques, salle de prière,...) n'est pas suffisante (communiqué de presse de Florian Philippot du 13 septembre 2016). Il

⁹ D'après les chiffres d'Eurostat pour 2012, 818.000 individus ont acquis la nationalité dans un Etat-membre de l'UE dont 96.100 naturalisations en France : <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/6491827/3-18112014-AP-FR.PDF/a2be31d7-5288-46f2-8a27-1a3dec1405a5>

reproche alors au gouvernement de ne pas vouloir se saisir de cette problématique. Le Front national entend se présenter comme le principal défenseur des valeurs laïques et républicaines.

Le Front national entretient par ailleurs volontairement ou non la confusion entre les termes communautarisme et multiculturalisme. Nicolas Bay évoque dans un communiqué du 10 novembre 2015 un projet expérimental du gouvernement socialiste de l'époque que vise à introduire plus de mixité sociale dans les collèges. Dénonçant cette mesure prônant le multiculturalisme, il insiste ensuite sur la nécessité de combattre le communautarisme. Les décisions publiques destinées à favoriser la diversité sont alors présentées négativement par les frontistes dans la mesure où elles ne viseraient qu'à favoriser une communauté en particulier.

4.3.2.2. Le second discours du FN sur la laïcité

D'après le Front national de Marine Le Pen, les politiques visant à favoriser le multiculturalisme ont permis plusieurs dérogations à la laïcité et aboutit à des dérives (Crépon, 2012 : 213). Ces dérogations ne concerneraient pas toutes les religions mais en priorité l'islam. Selon, les frontistes, l'islam serait favorisé au détriment de la religion catholique au nom du multiculturalisme défendu par la classe politique au pouvoir (Crépon, 2012 : 219). Le discours sur la laïcité du FN consisterait finalement à défendre la culture chrétienne dont est issue la France (Crépon, 2012 : 215) face à l'islam qui menacerait ces valeurs historiques. Sous cet angle, la laïcité défendue par le Front national est considérée comme l'« *émanation de valeurs chrétiennes sécularisées* » (Crépon, 2012 : 214).

Ce discours de défense des racines chrétiennes de la France permet alors de stigmatiser une population immigrée au nom de valeurs progressistes (Crépon, 2012 : 214). Comme le reprend un militant du FN,¹⁰ le discours sur la laïcité permet de préserver la culture chrétienne de la France face à l'« *invasion islamiste* » (Crépon, 2012 : 215). Ce discours se retrouve chez Marine Le Pen lorsqu'elle affirme « *que la France, ce sont aussi les clochers et les cathédrales par héritage, et que l'irruption soudaine dans notre paysage de signes prosélytes tels que les mosquées cathédrales ou les minarets ne sont nécessairement souhaitable* » (Le Pen, 2012 : 110).

¹⁰ Le politologue Sylvain Crépon évoque dans son ouvrage « Enquête au cœur du nouveau Front national », les propos tenus par un jeune militant FN lors d'un entretien individuel réalisé par l'auteur.

4.3.3. Le rejet de l'immigration pour des motifs culturels

Le point consacré à la défense de la souveraineté par le Front national a permis de se rendre compte que le parti frontiste rejette l'immigration pour des motifs économiques. Il en ressort que le Front national de Marine Le Pen rejette également les étrangers pour des motifs culturels. La critique de l'immigration, et plus particulièrement celle d'origine musulmane se fait alors au nom de la défense des valeurs républicaines.

Certaines populations immigrées seraient donc selon les frontistes culturellement incompatibles avec les fondements démocratiques de la France (Crépon, 2012 : 217). Dans le contexte européen et français, le FN focalise sa critique de l'immigration sur l'islam et les musulmans qui menaceraient les libertés publiques mais également les racines chrétiennes de la société française. Selon les membres du Front national la plupart des immigrés seraient difficilement « assimilables » dans la société française (Crépon, 2012 : 177). A l'assimilation, les frontistes opposent l'intégration qu'ils perçoivent négativement. En effet, en favorisant l'expression des « spécificités culturelles » des immigrés et donc leur reconnaissance officielle, l'intégration conduirait selon eux au communautarisme (Crépon, 2012 : 181). C'est ce que reprend Marine Le Pen dans son ouvrage autobiographique, « *A contre flots* » (2012) quand elle affirme que la gauche puis la droite ont abandonné progressivement « *la mécanique républicaine de l'assimilation* » au profit de la « *dramatique idéologie de l'intégration* » permettant notamment aux immigrés de conserver leur mode de vie et d'exprimer publiquement leur religion « *quand bien même celles-ci étaient en contradiction flagrante* » avec celles des français. Comme le reprend Crépon (2012), le Front national de Marine Le Pen omet cependant de préciser que le modèle républicain d'intégration n'a jamais visé l'exaltation des particularismes culturels. L'assimilation défendue par les frontistes est envisagée pour voir disparaître de la sphère publique les différences culturelles. En rejetant les immigrés ne voulant pas se fondre dans le paysage français, le FN tend alors à rendre moralement acceptable le rejet de l'immigration (Crépon, 2012 : 191).

Conclusion de la deuxième partie

Cette seconde partie visait à appliquer les marqueurs populistes identifiés dans la partie précédente au cas retenu dans ce travail, le Front national de Marine Le Pen. Ce travail d'analyse devait permettre in fine de pouvoir répondre à la question de recherche principale de ce mémoire et déterminer ainsi si le FN peut être qualifié de parti populiste. Après avoir appliqué la grille d'analyse au parti frontiste, il est possible de considérer que le Front national mobilise une stratégie de type populiste.

La première caractéristique des partis populistes qui consiste à opposer le peuple à l'élite se retrouve bien au Front national. En effet, la défense du peuple figure au coeur du projet politique frontiste. L'élite est quant à elle accusée d'être coupée du peuple et de ne plus prendre en compte les intérêts de la France et des français. Par ailleurs, le Front national dispose avec Marine Le Pen d'un leader charismatique, autre marqueur populiste retenu. La présidente du FN, dont l'image est omniprésente au sein du parti, entend par ailleurs incarner le peuple. La présidente frontiste convoque régulièrement l'imaginaire des français dans ses discours ce qui lui permet de se distinguer des autres hommes politiques qui recourent davantage à la raison. Elle appelle au remplacement des élites au pouvoir. Elle invite les citoyens à réagir et à s'en remettre à son projet. D'autre part, le Front national de Marine Le Pen développe une vision populiste de la démocratie. Les frontistes se veulent critiques à l'égard de la représentation et défendent l'idéal de démocratie directe. Il convient selon eux de solliciter régulièrement l'avis du peuple notamment en recourant au référendum. Ils estiment que la démocratie est en danger. Les élites au pouvoir n'auraient pas suffisamment défendu les valeurs républicaines et démocratiques. Le FN de Marine Le Pen entend alors défendre ces valeurs et imposer des thèmes comme celui de la laïcité notamment pour dénoncer l'immigration de masse et la montée du communautarisme. De plus, le Front national prend également acte du contexte de la mondialisation et d'accentuation de l'intégration européenne pour développer un discours protectionniste destiné à défendre la souveraineté nationale. Le discours frontiste exprime alors un rejet de l'idéologie de la mondialisation et de l'Union européenne.

L'analyse du discours frontiste a permis de relever que les caractéristiques populistes se retrouvent bien au Front national sous la présidence de Marine Le Pen.

Partie 3: Retour sur le populisme de Jean-Marie Le Pen: continuités et changements

Dans cette dernière partie, il s'agit de revenir sur le discours de l'ancien président du FN, Jean-Marie Le Pen. Les éléments renvoyant aux caractéristiques populistes y figurant seront relevés pour pouvoir les comparer au discours populiste du Front national sous la présidence de Marine Le Pen identifié lors de la partie précédente. Jean-Marie Le Pen a dirigé le Front national dès la fondation du parti en 1972 jusqu'en janvier 2011. Marine Le Pen a succédé à son père à la présidence du Front national et est toujours actuellement la présidente du parti. La comparaison entre les discours permettra alors de distinguer les continuités et les changements dans la stratégie populiste du FN. Cette comparaison visera à affiner la compréhension de la stratégie populiste menée actuellement par Marine Le Pen.

Chapitre 1er: L'opposition peuple/élite convoquée par le Front national

Comme le souligne Taguieff (2007), le schème du peuple contre le système est au coeur du discours de Jean-Marie Le Pen.

1.1. La dénonciation de la classe politique

Les discours de Jean-Marie Le Pen accordent une grande importance à la critique et à la dénonciation de la vie politique (Souchard, Wahnich, Cuminak et Wathier.,1997: 128). La vision de la politique qui ressort tend à discréditer les hommes politiques au pouvoir ainsi qu'à dénoncer le régime politique français (Souchard et al., 1997: 141). Il s'agit notamment pour Jean-Marie Le Pen de mettre en avant l'absence de différence entre la gauche et la droite. Il n'hésite pas à stigmatiser toute la classe politique en parlant de la "bande des quatre" faisant référence aux quatre formations politiques majeures en France durant les années 1980-1990¹¹ (Souchard et al., 1997: 141). Marine Le Pen a repris et actualisé ce même procédé en parlant plus tard de l'UMPS pour disqualifier la classe politique.

Les hommes politiques sont présentés par l'ancien président frontiste comme malhonnêtes, corrompus, défendant et servant de plus en plus des intérêts privés (Souchard et al., 1997: 141). Il parle d'une "*alternance bidon*" (discours de Jean-Marie Le Pen du 15 septembre 1994 à la fête des Bleu blanc rouge). Jean-Marie Le Pen va plus loin en dénonçant plus largement la classe politico-médiatique. Les médias sont accusés d'être des outils de désinformation (Souchard et al., 1997: 142). Ils participeraient au complot visant à étouffer la parole du peuple et à empêcher ceux qui comme Jean-Marie Le Pen veulent porter les attentes du peuple

¹¹ PS, UDF, PCF et RPR

quitte à bousculer l'ordre établi par les élites et contrevenir à leurs intérêts privés (Souchard et al., 1997: 142-143). Cette stigmatisation de la classe politique se retrouve encore aujourd'hui sous la présidence de Marine Le Pen. Selon les frontistes, les hommes politiques seraient en effet coupés du peuple et privilégieraient des intérêts privés au détriment de l'intérêt général.

1.2. La défense du peuple

Le peuple que Jean-Marie Le Pen oppose à l'élite serait "*culturellement intact*" (Jean-Marie Le Pen cité par Taguieff, 2002). Il serait simple, honnête et surtout ne serait pas influencé par des intérêts autres que ceux visant l'intérêt général (Taguieff, 2007: 236).

Il rappelle dans son discours du Mont-Saint-Michel (discours de Jean-Marie Le Pen du 3 novembre 1987 au Mont-Saint-Michel) que la mission de l'homme politique est de servir les intérêts du peuple. A ce titre, il dénonce l'écart entre le peuple et l'élite et estime au contraire porter le discours du peuple et parler en son nom. Il précise d'ailleurs "*Le peuple de France, c'est nous (...). C'est vrai que quand nous parlons du peuple, ceci nous est naturel, nous en sommes issus, nous en faisons partie, nous interprétons sa volonté de bonheur, de survie et de liberté(...)*". Puisque le peuple est légitime et que Jean-Marie Le Pen parle au nom de celui-ci, il considère détenir la légitimité (Souchard et al., 1997: 140). Marine Le Pen utilise le même procédé que Jean-Marie Le Pen. En effet, elle entend tirer sa légitimité du fait qu'elle s'exprime au nom du peuple.

1.2.1. Le représentant du peuple français

Le peuple auquel Jean-Marie Le Pen fait référence est le peuple français (Souchard et al., 1997: 108). C'est ainsi qu'il déclare: "*Nous croyons que la France occupe une place singulière en Europe et dans le Monde, car notre peuple résulte de la fusion unique en soi des vertus romaines, germaniques et celtes*" (Le Pen cité par Souchard et al., 1997). Le peuple français est affublé de qualités intrinsèques, Jean-Marie Le Pen parle de vertus comme l'intelligence (Souchard et al., 1997: 109).

Par ailleurs, selon lui, posséder la nationalité française ne suffit pas forcément pour être un "vrai" français. Il opère une distinction au sein même de la population française dans la mesure où il reconnaît la supériorité de l'héritage (Souchard et al., 1997: 109-110). L'identité nationale défendue par Jean-Marie Le Pen trouve sa source dans ce qu'il nomme les mythes fondateurs de la France. Celle-ci se transmettrait de génération en génération sans évolutions, ni transformations dans l'histoire (Souchard et al., 1997: 101-102).

L'appel populiste de Jean-Marie et de Marine Le Pen est en même temps un appel au peuple tout entier et une partie de celui-ci (Taguieff, 2007 : 232-233). Il s'agit pour eux de procéder au rassemblement national. Ceci peut paraître contradictoire au premier abord tant le rejet de l'autre, et donc d'une partie de la population fait partie de l'idéologie du FN. Mais le peuple mobilisé ici est le peuple authentique, celui préservé de l'influence étrangère (Taguieff, 2002 : 234). L'appel frontiste au peuple doit tendre à l'unité. Le peuple convoqué est le peuple homogène compris comme composé des seuls citoyens de « souche » (Taguieff, 2007 : 236). Contrairement à Marine Le Pen qui a tendance à tenir un double discours, entre autre selon les auditoires, sur le sens de la notion de peuple qu'elle défend, Jean-Marie Le Pen exprimait directement cette distinction qu'opère le FN au sein de la population. A propos des français naturalisés, il déclara notamment que la plupart ne sont que des "*Français de papier*" (Le Pen cité par Souchard et al., 1997). A l'inverse, les discours de l'actuelle présidente du FN sèment plutôt la confusion. Marine Le Pen laisse tantôt entendre qu'elle fait référence au peuple français tout entier, à d'autres occasions, il convient de comprendre que le peuple convoqué dans son discours doit être compris comme celui composé uniquement des "nationaux".

1.2.2. La référence au peuple laborieux

Jean-Marie Le Pen s'adresse également au peuple laborieux. Le travail est essentiel dans son système de valeurs (Souchard et al., 1997 : 118). Toutefois, il est bien souvent évoqué sous sa forme traditionnelle. Jean-Marie Le Pen parle principalement des agriculteurs, artisans et petits commerçants (Souchard et al., 1997 : 146). Avec la montée du chômage notamment chez les ouvriers, le FN de Jean-Marie Le Pen va prendre conscience dans les années 1980 de l'intérêt (électoral) de s'adresser aux ouvriers et plus globalement aux travailleurs. En tous les cas, il s'agit pour Jean-Marie Le Pen de parler aux travailleurs relevant des secteurs d'activités dévalorisés ou en passe de l'être et qui sont progressivement délaissés par les autres partis politiques. L'ancien président du FN tend à dénoncer les situations difficiles que vivent ces acteurs pour revaloriser leur importance au sein de la société et leur démontrer que contrairement aux autres hommes politiques, il les prend en considération.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, le Front national de Marine Le Pen tend également à imposer l'idée qu'elle s'adresse aux citoyens qui ne sont plus pris en compte par les dirigeants politiques. Il s'agit également de mobiliser tous ceux qui redoutent de voir prochainement leur position au sein de la société basculer. Le discours de Marine Le Pen sur le monde du travail est néanmoins davantage axé sur l'avenir que celui de son père auparavant. Elle entend soumettre aux français des propositions socio-économiques concrètes

pour redresser la France, alors que son père avait plutôt tendance à se contenter de dresser un constat dramatique de la situation. En effet, le jugement de la société importe plus pour Jean-Marie Le Pen que l'organisation concrète de celle-ci (Souchard et al., 1997 : 44).

L'ancien président du FN n'hésite pas non plus à mettre en scène sa propre trajectoire et expliquer qu'il a dû travailler dur pour y arriver et que dès lors il est en mesure de comprendre ce que ces populations endurent. A ce titre, dans son discours à la fête des Bleu-blanc-rouge du 15 septembre 1994, à propos de la précarisation des travailleurs il reprend qu'il est en mesure de comprendre ceux qui souffrent, ceux qui comme les agriculteurs, artisans ou commerçants subissent les politiques de l'Europe car lui aussi a connu la misère et la faim. Marine Le Pen s'inscrit dans la même logique que son père. Il s'agit pour elle d'apparaître comme issue du peuple pour éviter de se voir reprocher d'appartenir à l'élite qu'elle dénonce.

1.3. Logique manichéenne du discours frontiste

L'opposition peuple/élite se retrouve tant dans le discours de Jean-Marie Le Pen que de celui de Marine Le Pen. Ceux-ci procèdent par amalgame. La meilleure illustration est probablement l'utilisation des expressions "la bande des quatre" et plus tard sous la présidence de Marine Le Pen de l'"UMPS" pour évoquer les dirigeants politiques. Par ces expressions, ils stigmatisent d'un coup l'ensemble de la classe politique. Il s'agit pour eux de discréditer tous leurs opposants et apparaître comme la seule véritable alternative (Crépon, Dézé et Mayer, 2015: 258-259). Le Front national voit le monde selon une logique manichéenne, où les forces du mal et celles du bien s'affrontent (Crépon et al., 2015: 259). Bien que Marine Le Pen ait laïcisé le discours du FN, elle procède de la même manière que son père en favorisant les oppositions: le peuple contre l'élite, la nation contre le mondialisme, eux contre nous,... ce qui laisse peu de place au dialogue et à la contradiction. Le FN entend ainsi renforcer l'idée que les valeurs de la France et des français sont menacées par l'autre, l'étranger.

Chapitre 2 : Les ennemis du FN et la souveraineté nationale

2.1. La logique du bouc émissaire de Jean-Marie Le Pen

Le thème de la violence est prépondérant dans les discours de Jean-Marie Le Pen (Souchard et al., 1997 : 44). La violence sert de mode d'explication à l'ancien président frontiste (Souchard et al., 1997 : 47). La société est alors présentée comme menaçante. A ce titre, le peuple

français doit lutter pour sa survie (Souchard et al., 1997 :55). Jean-Marie Le Pen fonctionne selon une logique du bouc émissaire. Un ennemi est identifié et présenté comme la source de tous les maux de la France et des français. Le rapport à l'autre est envisagé comme un danger (Souchard et al., 1997 : 55). L'autre est identifié comme une menace -réelle ou supposée- (Souchard et al., 1997 : 58). Cette menace peut toutefois être incarnée par différents ennemis. Certains sont évoqués par Jean-Marie Le Pen selon le contexte et les opportunités. D'autres sont évoqués à travers le temps dans les discours de l'ancien président du FN (Souchard et al., 1997: 59). De manière générale, les ennemis du FN de Jean-Marie Le Pen, sont ceux qui constituent une menace pour les frontières -physiques ou morales- de la France (Souchard et al., 1997: 68).

Contrairement à son père qui fonctionnait selon une logique de bouc émissaire désignant des coupables représentant tous les maux de la France, Marine Le Pen accuse le "système" et désigne une cause unique, l'idéologie du mondialisme, dont l'immigration, l'Union européenne et le monde de la finance serviraient sa cause (Alduy et Wahnich, 2015: 147).

2.1.1. Le péril communiste

A sa création en 1972, l'ennemi du FN est le communisme (Crépon et al., 2015: 260). Jean-Marie Le Pen l'évoque pour attiser les peurs collectives en faisant notamment référence au goulag (Souchard et al., 1997: 60). Il s'agit également pour lui d'associer le parti socialiste français au communisme. Jean-Marie Le Pen reprend par exemple dans un discours qu' "*au bout des promesses socialistes, il y a la pénurie, la contrainte et en fin de compte: le Goulag*" (Le Pen comme cité dans Crépon et al., 2015). Avec la fin de l'URSS et la chute du mur de Berlin en 1989, cet ennemi communiste ne sera plus guère mobilisé par le FN. Jean-Marie Le Pen y fera encore de temps en temps référence lorsqu'il s'agira pour lui de discréditer ses adversaires politiques socialistes au sein du système politique français (Souchard et al., 1997:61). Marine Le Pen a logiquement laissé tomber cette thématique qui n'a plus lieu d'être évoquée dans le contexte actuel.

2.1.2. Les immigrés

A partir des élections législatives de 1978, le thème de l'immigration va devenir la marque de fabrique du FN (Crépon, 1995: 261). C'est à ce moment que le parti va lancer le slogan "Trois millions d'immigrés, trois millions de chômeurs". Avec l'immigration, le parti frontiste va découvrir une niche politique originale lui permettant de se démarquer des autres formations

politiques et surtout de lui assurer une présence médiatique importante (Alduy et Wahnich, 2015: 73).

Les immigrés seront stigmatisés pour ce qu'ils sont (Souchard et al., 1997: 61). La menace est abstraite et renvoie à un groupe spécifique d'individus (Souchard et al., 1997: 61). Ils serviront d'explication simple aux problèmes des français principalement le chômage et l'insécurité tout en permettant de contourner le racisme primaire et biologisant reposant sur la supériorité de catégories d'individus sur d'autres (Crépon, 2012: 39). Le FN de Jean-Marie Le Pen tend à justifier son rejet de l'autre, de l'immigration par des causes objectives à modifier la représentation que les gens se font des immigrés. Par leur simple présence les individus issus de l'immigration provoquent des craintes chez les citoyens (Souchard et al., 1997: 121).

Jean-Marie Le Pen aura finalement réussi à imposer le thème de l'immigration dans le débat public (Alduy et Wahnich, 2015: 73). A ce titre, Marine Le Pen récolte les fruits de son travail (Alduy et Wahnich, 2015: 75). Le discours radical, simple et audible de l'ancien leader du FN aura permis au parti frontiste de se singulariser sur la scène politique française (Crépon, 2012, 41). Bien que conservant des éléments du discours traditionnel du FN sur cette thématique, Marine Le Pen entend pourtant éviter de se voir accuser de racisme et de xénophobie (Alduy et Wahnich, 2015: 74). L'ancien président frontiste parlait des immigrés, des arabes ou des maghrébins. Sa fille utilise davantage de termes abstraits en évoquant plutôt l'immigration et "les étrangers" ce qui a d'ailleurs comme effet d'exclure davantage d'individus de la communauté nationale (Alduy et Wahnich, 2015: 75). Contrairement à Jean-Marie Le Pen qui abordait la question de l'immigration de manière directe et sans équivoque, Marine Le Pen entend rendre moralement acceptable sa critique de l'immigration en développant un argumentaire économique et laïque. Alors que l'ancien leader frontiste se limitait à dénoncer le phénomène migratoire, l'actuelle présidente du FN entend proposer des solutions concrètes notamment via des mesures programmatiques protectionnistes (Alduy et Wahnich, 2015: 78). Il s'agit également de rendre moralement acceptable le rejet de l'immigration au nom de la défense des valeurs démocratiques et pour lutter contre le communautarisme (Crépon, 2012, 172-172).

Malgré une réarticulation des arguments contre l'immigration, le Front national impose pourtant encore l'idée du rejet de l'autre. Toutefois, alors qu'il s'agissait auparavant d'apporter une réponse simple aux problèmes des français, l'immigration est présentée aujourd'hui comme servant la cause mondialiste, ce qui fait dire à Alduy et Wahnich (2015)

que Marine Le Pen dit la même chose que son père à propos de l'immigration mais le dit juste différemment.

2.1.3. L'Europe

Lors de sa première participation à une élection européenne en 1984¹², le FN soutient un projet d'Europe confédérale contre l'hégémonie soviétique (Crépon et al., 2015: 228). Dès l'élection européenne suivante, le FN va développer une vision radicalement différente de l'Europe. L'intégration européenne va rapidement conduire le FN à tenir une position ferme contre la CEE et le supranationalisme qui s'affirmera ensuite avec le traité de Maastricht en 1992 et la création de l'UE. Le renforcement du processus d'intégration européenne va en effet conduire le Front national à un changement de position radical (Crépon et al., 2015: 230). Les thèmes de la lutte contre l'immigration, la défense de la nation et la perte de contrôle des frontières seront mobilisés par le parti frontiste durant les campagnes européennes (Crépon et al., 2015: 230). Dans les années 2000, le Front national de Jean-Marie Le Pen qui s'est davantage saisi des questions socio-économiques accuse alors l'Europe d'être source d'insécurité, de chômage et de précarité (Crépon et al., 2015: 232). Avec la construction européenne, l'immigration ne sera donc plus le seul thème mobilisé par le FN pour expliquer les maux des français (Souhard et al., 1997: 64). Il s'agit pour Jean-Marie Le Pen de s'adapter aux préoccupations liées à un nouveau contexte.

Dès la fin des années 1980, le Front national n'a cessé d'émettre un discours de dénonciation de l'Europe. À ce titre, le FN de Marine Le Pen s'inscrit dans la continuité de Jean-Marie Le Pen. La critique du projet européen du Front national va même se durcir avec la nouvelle présidente (Crépon et al., 2015: 225). Ce renforcement de la critique de l'UE lui permettra notamment de démontrer une certaine radicalité aux militants traditionnels du parti. La critique de l'Union européenne s'est progressivement banalisée au sein de la scène politique française. En effet, de plus en plus de partis politiques expriment dorénavant un certain scepticisme concernant l'évolution du projet européen. Ce nouveau contexte impose au FN de durcir le ton pour continuer à apparaître comme une alternative claire et se démarquer des autres partis politiques (Crépon et al., 2015: 239-240).

¹² Le Front national n'a pas pris part à la première élection européenne de 1979

2.1.4. Les ennemis historiques du FN de Jean-Marie Le Pen

La dénonciation du communisme puis des immigrés et de l'Europe par Jean-Marie Le Pen repose sur le fait qu'elle répond à un contexte. La stigmatisation des ennemis traditionnels du FN durant la présidence de Jean-Marie Le Pen, à savoir les juifs et les francs-maçons, relève d'une autre logique. Il s'agissait pour Jean-Marie Le Pen de stigmatiser ces ennemis disposant selon lui d'une véritable faculté d'influence sur le pouvoir politique (Souchard et al., 1997 : 123).

Malgré certains dérapages médiatiques et déclarations qui lui ont valu de nombreux procès, Jean-Marie Le Pen évoque la plupart du temps les juifs de manière implicite ou en utilisant certains déplacements afin d'éviter de contrevenir à la loi et se voir accuser d'antisémitisme. L'évocation des francs-maçons par Jean-Marie Le Pen utilise les mêmes procédés d'euphémisation ou de référence implicite. Il peut par exemple pointer implicitement du doigt les francs-maçons en parlant de « loge » (Souchard et al., 1997 : 70). La communauté juive et la franc-maçonnerie sont régulièrement associées par le FN pour évoquer leur participation à un projet international, le complot mondialiste, destiné *in fine* à détruire les consciences nationales (Souchard et al., 1997 : 71).

Hormis quelques rares exceptions et dérapages de membres ou militants, le Front national de Marine Le Pen ne procède plus à la stigmatisation de la communauté juive et de la franc-maçonnerie. Marine Le Pen a entamé un travail de normalisation des relations avec la communauté et les organisations juives. Il convient pour elle de rompre avec les phrases chocs de son père sur les juifs (Crépon, 2012, 211-212). Par ailleurs, la thèse du pouvoir occulte notamment via des organisations comme la franc-maçonnerie est progressivement délaissée. Marine Le Pen évoque plutôt une sorte de collusion entre les membres de l'élite pour défendre l'idéologie mondialiste.

2.2.L'évocation de la théorie du complot

Les ennemis du Front national agiraient de manière trouble et participeraient à ce que Jean-Marie Le Pen qualifie de complot, un projet secret motivé par l'idéologie mondialiste qui viserait à saper les fondements de la société française. Le complot se réaliserait contre l'ordre naturel et menacerait l'unité de la nation (Souchard et al., 1997: 75). Jean-Marie Le Pen parle de « manipulation » ou de « conspiration ». Evoquant l'Europe, il déclare notamment qu'elle « *n'est elle même (...) qu'une étape de la route d'un gouvernement mondial(...). Il s'agit là d'une véritable conspiration contre les peuples et les nations d'Europe et d'abord contre le*

peuple français et la France” (discours de Jean-Marie Le Pen du 1er mai 1995). Jean-Marie Le Pen a régulièrement dénoncé des complots que ce soit contre le peuple français ou contre son parti et lui-même mobilisant à ce titre une posture victimaire (Alduy et Wahnich, 2015: 144-145).

L’ancien président frontiste entendait briser le complot qui se tramait en secret contre la France. Marine Le Pen a revu le vocabulaire complotiste pour ne pas se voir reprocher une certaine paranoïa. L’actuelle présidente du FN évoque plutôt une connivence, une entente entre les membres de l’élite contre le peuple. Le caractère intentionnel du projet contre la France demeure néanmoins (Alduy et Wahnich, 2015: 145). Bien qu’elle refuse de parler de complot, le mondialisme constitue pour elle l’explication des maux de la France et des français (Alduy et Wahnich, 2015: 148). Jean-Marie Le Pen évoquait déjà avant elle le mondialisme. Il s’agissait dans un premier temps pour lui de dénoncer le mélange “des cultures et des races” avant d’y voir plus tard une idéologie matérialiste consistant à déraciner l’homme (Alduy et Wahnich, 2015: 152). Modernisant le vocabulaire, la dénonciation du mondialisme chez Marine Le Pen continue de reposer sur le refus de l’”effacement des identités” (Alduy et Wahnich, 2015: 152).

Quoiqu’il en soit, Marine Le Pen qui entend atténuer la logique complotiste continue pourtant d’évoquer comme son père des forces maléfiques qui agiraient à l’encontre du peuple. Jean-Marie Le Pen évoquait un projet obscur mené par des organisations relevant presque de la secte. De manière plus traditionnelle, la présidente du FN considère que les élites ont menti au peuple. Dans les deux cas, le leader frontiste veut apparaître comme défenseur de la vérité, l’homme ou la femme politique qui va libérer le peuple de cette trahison (Alduy et Wahnich, 2015: 255).

2.3.L’évolution du programme socio-économique du FN

L’économie est peu convoquée par Jean-Marie Le Pen à moins d’être évoquée pour pointer les difficultés des travailleurs français principalement le chômage (Souchard et al., 1997 : 157). Les questions socio-économiques ne constituent pas la préoccupation majeure du programme du FN de Jean-Marie Le Pen. L’ancien président frontiste entend plutôt imposer une représentation identitaire de la société comme enjeu politique principal (Souchard et al. 1997 : 122). Son discours social porte davantage sur des conflits entre individus que sur des rapports économiques (redistribution de la richesse nationale,...) (Souchard et al., 1997 : 122).

Durant les années 1980, le projet économique du Front national repose d'une part sur un autoritarisme culturel et d'autre part sur une adhésion au libéralisme économique. Le Front national met en avant des mesures de désétatisation et entend lutter contre le fiscalisme. Au cours des années 1990, le FN évoque davantage les thèmes sociaux et envisage le protectionnisme économique au niveau international pour lutter contre les entités supranationales et la suprématie (économique) des Etats-Unis. Néanmoins, il n'abandonne pas ses préférences libérales au niveau national (Crépon et al., 2015 : 171-172). Ce positionnement au centre de l'axe économique vaut au Front national d'évoquer en 1995 le slogan « ni droite, ni gauche ». En 2002, Jean-Marie Le Pen se déclare notamment socialement de gauche et économiquement de droite (Crépon et al., 2015 : 173).

Le thème de l'économie semble davantage convoqué par Marine Le Pen que par son père. Il s'agit pour la présidente frontiste de convaincre un électorat qui doute encore des capacités du FN à gouverner en présentant notamment un programme économique crédible (Alduy et Wachnich, 2015 : 34). Elle développe une analyse macro-économique afin d'ajouter une expertise technique à la morale lepéniste. Contrairement à la logique de bouc émissaire de Jean-Marie Le Pen, le discours de Marine Le Pen sur la mondialisation tend alors à paraître acceptable moralement. Pour défendre la souveraineté nationale, elle tient alors un discours protectionniste. Elle conjugue ainsi un discours radical la rapprochant de son père et une approche raisonnée (Alduy et Wachnich, 2015 : 41).

2.3.1. L'évolution du discours sur la préférence nationale

Le FN mobilise l'argument de la préférence nationale depuis 1978 pour entendre lutter contre l'immigration (Crépon, 2012 : 240). Cette mesure vise à légitimer les discriminations en matière d'accès aux aides sociales et à l'emploi. La préférence nationale rebaptisée priorité nationale est encore mobilisée dans le discours protectionniste du FN de Marine Le Pen (Crépon, 2012 : 220). Ce changement lexical n'est pourtant pas anodin. Le mot préférence comporte une connotation péjorative. Il renvoie à un choix partial et arbitraire tandis que le terme de priorité apparaît comme moins stigmatisant et plus démocratique (Alduy et Wachnich, 2015 : 103). Dans les deux cas, il s'agit pourtant bien d'exclure une partie de la population et de recourir à une décision radicale justifiée par l'intérêt général (Alduy et Wachnich, 2015 : 105-107). Marine Le Pen ne rompt pas avec le discours de Jean-Marie Le Pen. En défendant la priorité nationale, elle opère une distinction entre les citoyens. Les citoyens français de « souche » peuvent légitimement entendre bénéficier des richesses

publiques et des aides sociales contrairement à d'autres qui ne pourront revendiquer un soutien de l'Etat (Crépon et al., 2015 : 176).

2.3.2. Le rôle de l'Etat

Jean-Marie Le Pen n'a cessé durant sa carrière politique d'être virulent vis-à-vis de l'Etat. Il parle d'"Etat Moloch", qui est tyrannique, impuissant. Selon lui, l'Etat ne peut tendre que vers un Etat totalitaire (Alduy et Wachnich, 2015: 42). Le FN de Jean-Marie Le Pen défend un libéralisme économique et prône des mesures de désétatisation pour attribuer finalement à l'Etat les seules fonctions régaliennes (Alduy et Wachnich, 2015: 42). Paradoxalement, Jean-Marie Le Pen entend donc réduire l'influence de l'Etat au niveau socio-économique tandis qu'il envisage avoir recours à celui-ci pour défendre la souveraineté nationale contre les entités supranationales et pour régler les questions sécuritaires (Alduy et Wachnich, 2015: 42).

Sur le rôle de l'Etat, Marine Le Pen opère un changement radical. Son projet de redressement de la France repose en effet sur l'Etat. Il ne s'agit plus contrairement à son père de distinguer les champs de compétence devant revenir à l'Etat et ceux pour lesquels il ne doit pas intervenir (Alduy et Wachnich, 2015: 44). Au contraire, elle investit l'Etat d'une mission globale, autant symbolique que politique. Il s'agit à la fois d'en appeler à l'Etat pour redresser économiquement la France mais aussi pour porter les valeurs républicaines. Marine Le Pen entend réunir un discours économique protectionniste et garantir le maintien de l'identité nationale en prônant les valeurs morales historiques de la France et de son peuple (Alduy et Wachnich, 2015: 44). Le discours étatique actuel du FN ne rompt pas pour autant avec le discours nationaliste de Jean-Marie Le Pen. Marine Le Pen qui provoque la confusion entre les termes nation et Etat dans ses discours, envisage comme son père avant elle une nation fermée, composée des français de naissance (Alduy et Wachnich, 2015: 45). Néanmoins, Jean-Marie Le Pen l'évoquait de manière plus explicite. La présidente du Front national ajoute finalement à l'Etat autoritaire de son père, des compétences socio-économiques. L'Etat-providence que combattait l'ancien président frontiste est convoqué par Marine Le Pen pour défendre les oubliés de la mondialisation. Toutefois, cet Etat ne sera appelé à intervenir qu'auprès des citoyens "français" (Alduy et Wachnich, 2015: 46).

Chapitre 3 : L'incarnation du FN par son président

Durant sa présidence du FN, Jean-Marie Le Pen n'a cessé d'incarner son parti. L'organisation hiérarchique du FN a permis à l'ancien leader frontiste de diriger d'une main de maître le parti et d'en dicter la ligne directrice (Souchard et al., 1997 : 9). Il n'hésita pas à déclarer qu' « *il n'y a pas de numéro deux* » au Front national (discours de Jean-Marie Le Pen du 29 mars 1997 à Strasbourg). Par ailleurs, la présence médiatique frontiste s'est la plupart du temps résumée aux apparitions de Jean-Marie Le Pen. A partir des années 1980, le FN entreprend en effet de lier de plus en plus son image à celle de son président (Dézé, 2012 : 77). L'un des responsables de la communication du Front national dans les années 1990 reconnaît à cette époque que l'objectif est bien de lepéniser l'image du parti¹³ : « Tous nos documents, tout notre discours ont comme point commun la référence à Le Pen » (Le Pen cité par Dézé, 2012). Ce procédé s'expliquait par l'accentuation du phénomène de personnalisation de la compétition politique en cours en France, au rôle historique qu'a rempli Jean-Marie Le Pen dans la fondation du parti mais également à ses qualités intrinsèques de leader charismatique et d'orateur hors pair (Dézé, 2012 : 78).

Marine Le Pen s'accapare également la plupart des interventions médiatiques du parti. De plus son image est omniprésente dans l'environnement visuel du FN (affiches, tracts électoraux,...). Bien que le parti soit principalement assimilé à sa présidente, d'autres personnalités frontistes (David Rachline, Gilbert Collard, Louis Alliot,...) tendent également à représenter le FN dans les médias ou dans les meetings. Néanmoins, les départs successifs de Marion Maréchal Le Pen au lendemain de l'élection présidentielle 2017 et de Florian Philippot, ancien vice-président, quelques mois plus tard, démontrent qu'il est encore compliqué d'évoluer à l'heure actuelle aux côtés du chef frontiste. Ces départs ne sont pas sans rappeler la scission opérée en 1999 par Bruno Mégret, numéro deux du FN, qui quitta le Front national pour lancer son propre mouvement politique à l'issue de désaccords avec Jean-Marie Le Pen concernant la ligne directrice du parti.

3.1. Le discours sur la morale de Jean-Marie Le Pen

Tout au long de sa carrière politique, Jean-Marie Le Pen a développé une posture de « briseur de tabous endurci » incarnant la force physique qui ne trompe pas (Crépon et al., 2015 : 262). Sa communication reposait sur une logique du scandale. Il s'agissait pour Jean-Marie Le Pen d'opérer des coups médiatiques notamment en recourant à de petites phrases suscitant la

¹³ cf. annexe 4

polémique (Crépon et al., 2015 : 169). Il a ainsi fondé sa légitimité sur sa parole pour imposer son magistère moral et ses thématiques dans le débat public (Crépon et al., 2015 : 170).

Le discours de Jean-Marie Le Pen est un discours de la morale. La morale lepeniste s'inscrit dans une logique manichéenne qui laisse peu de place à l'incertitude. Tout paraît simple, naturel, Jean-Marie Le Pen sait toujours ce qu'il convient de faire peu importe le contexte ou la situation (Souchard et al., 1997 : 83). Considérer comme le fait l'ancien président frontiste que la politique relève de l'ordre moral revient à considérer la politique comme une mission ce qui renvoie à un univers de croyances composé de certitudes (Souchard et al., 1997 : 133). Le risque est alors de considérer que la politique ne peut être contestée puisque s'appuyant sur des valeurs indiscutables. Le débat n'est pas permis étant donné que ces valeurs relèvent d'un ordre naturel et s'imposent aux êtres humains (Souchard et al., 1997 : 133). Investi d'une mission sacrée, le leader frontiste ne représente plus les citoyens mais est le peuple, il fait partie d'eux. C'est ainsi qu'en 1990, le FN lance le slogan « *Le Pen, le peuple* » (Crépon et al., 2015 : 255). Marine Le Pen a donc pu bénéficier du travail entamé par son père. Bien que conservant ce discours sur les valeurs, elle y a ajouté une expertise technique nécessaire pour démontrer la crédibilité de son parti à gouverner et attirer ainsi un électorat encore réticent à voter FN (Crépon et al., 2015 : 264). Il n'en demeure pas moins que son discours tend comme celui de son père à apparaître comme un discours de vérité laissant peu de place à la remise en question tant il renvoie à une vision du monde qui voit s'affronter les forces du mal et du bien.

3.2. Le recours aux mythes

Jean-Marie Le Pen a peu recours à la rationalité dans ses discours. Il analyse plutôt les faits à partir de sa grille idéologique (Souchard et al., 1997 : 163-164). Ceci à l'avantage de rendre facilement compréhensible les événements. Contrairement aux autres hommes politiques qui cherchent à rationaliser et à expliquer, il dénonce, amplifie et tend à activer les peurs. La formulation de propositions programmatiques concrètes importe peu pour lui.

Une série de mythes ancestraux ressort du discours de Jean-Marie Le Pen (Crépon et al., 2015: 250). Il n'a cessé de présenter un discours sur la fin des temps, sur la fin possible de la France (Crépon et al., 2015: 251). En 1974, il parle de l'"accélération générale de la décadence" de la France, en 1981, il évoque "une phase d'accélération de la décadence et de l'esclavage". En 1988, il pose la question "La France existera-t-elle en l'an 2000?" (cité par Crépon et al., 2015). Face à cette « *imminence d'une lutte à mort* » (Crépon et al., 2015 : 251), Jean-Marie Le Pen met en avant la figure de l'homme politique envisagé comme prophète

celui qui c'est ce qu'il convient de faire plutôt que comme celui qui participe à la production collective de normes en fonction d'un projet de société (Souchard et al., 1997 :134). Les discours de Jean-Marie Le Pen visent à construire un jugement, c'est-à-dire une représentation du monde et de la société plutôt qu'à construire ceux-ci (Souchard et al., 1997 : 36). Le discours de Jean-Marie Le Pen est principalement un discours réactif. Il s'agit d'agir contre. Les individus sont ici contraints et se doivent de réagir notamment en s'en remettant à la figure du leader frontiste s'ils veulent échapper au statut de victime qui les attend (Souchard et al., 1997 : 40). Jean-Marie Le Pen en appelle au peuple pour réagir face au danger. Toutefois, cet appel au changement implique de retrouver la France dans sa situation antérieure (Souchard et al., 1997 : 102). En effet, le modèle de société qu'il défend s'inscrit dans le passé.

3.2.1. La poursuite de la convocation de l'imaginaire des français

Jean-Marie et Marine Le Pen tendent dans leur discours à reconfigurer le réel. Ils convoquent l'imaginaire des français en ayant recours à des figures de style et des archétypes narratifs. Les faits et les événements sont analysés à partir de ce filtre (Crépon et al., 2015 : 249). L'âge d'or de la France est évoqué avant de prédire la fin possible de celle-ci. Comme son père, Marine Le Pen se présente donc comme la figure emblématique capable de sauver le peuple de ce danger. A ce titre, elle mobilise les citoyens à réagir et à lui faire confiance (Crépon et al., 2015 : 250). Marine Le Pen comme le faisait son père avant elle, transforme l'histoire en mythe. Elle ne modernise d'ailleurs guère le procédé qui a une réelle fonction mobilisatrice (Crépon et al., 2015 : 251). Ainsi dans une société en perte de sens (social) et de projet d'avenir, les mythes convoqués par les Le Pen prennent tous leur sens (Crépon et al., 2015 : 251). Jean-Marie et Marine Le Pen invitent donc les citoyens à vivre l'histoire comme un combat perpétuel pour leur survie. Le danger identifié peut alors résonner directement auprès de ceux qui ont des craintes pour l'avenir de la France et leur propre situation (Crépon et al., 2015 : 256). Jean-Marie et Marine Le Pen en appellent à l'union nationale contre l'ennemi quitte à rejeter ceux qui n'appartiennent pas à cette France (Crépon et al., 2015 : 256). La proposition formulée par Marine Le Pen lors du congrès du 11 mars 2018 de requalifier le Front national en « Rassemblement national » semble s'inscrire dans cette volonté de réunir les nationaux.

Chapitre 4: La vision frontiste de la démocratie

Jean-Marie Le Pen rejette la démocratie représentative. Le fossé entre le peuple et l'élite implique selon lui de recourir à la démocratie directe afin de redonner la parole au peuple. Cependant, il s'agit pour lui davantage de relever les dysfonctionnements de la démocratie que de proposer des moyens concrets permettant de tendre vers l'idéal démocratique souhaité (Souchard et al., 1997: 136). Jean-Marie Le Pen ne considère pas la participation du FN aux élections comme un moyen de représenter le peuple français au sein des assemblées mais plutôt un passage obligé pour diffuser son idéologie et atteindre le pouvoir (Souchard et al., 1997: 145). Pour cette raison, il affirme que l'élection déterminante est avant tout l'élection présidentielle "*celle où se joue l'avenir de la France*" (Le Pen comme cité dans Souchard et al. 1997). Il affirme ainsi sa préférence pour un régime limitant la prise de pouvoir à la présidence exprimant clairement un intérêt pour un régime autoritaire (Souchard et al., 1997: 146). Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen ont la même vision populiste de la démocratie qui impose d'inclure davantage de démocratie directe. Ils procèdent à une critique virulente de la démocratie sous sa forme représentative. Les acteurs et institutions politiques étant accusés d'avoir confisqué le pouvoir au peuple. Par ailleurs, tous deux en appellent au peuple qui est alors perçu comme un être vivant. Selon eux, le peuple est doté de vertus, il est intelligent, sait faire preuve de bon sens (Alduy et Wahnich, 2015 : 50-51). En ce sens, il est le seul souverain légitime. Jean-Marie et Marine Le Pen voient dans le recours au référendum un moyen concret de réduire l'écart entre la volonté populaire et l'action politique.

4.1. L'évocation des valeurs démocratiques

Sous la présidence de Jean-Marie Le Pen, le Front national est un parti conservateur en matière de mœurs (Crépon et al., 2015: 185). Les valeurs liées à la modernité comme l'humanisme et le respect de l'autre ne semblent pas faire partie du discours lepeniste (Souchard et al., 1997 : 168). A partir des années 1990, la jeune génération du FN emmenée par Marine Le Pen va imposer progressivement de nouvelles positions au sein du parti notamment concernant l'égalité homme/femme et la défense des minorités. La volonté de certains membres frontistes de donner une nouvelle impulsion au parti sur ces questions va donner lieu en interne à une véritable lutte d'influence entre partisans et opposants. En effet, le parti de Jean-Marie Le Pen comprend dans ses rangs de nombreux militants et cadres catholiques traditionalistes (Crépon et al., 2015: 193). Avec l'élection de Marine Le Pen à la présidence du parti en 2011, le discours pronant les valeurs démocratiques et républicaines va définitivement s'imposer.

Ce nouveau discours à connotation laïque et républicaine semble pourtant continuer à s'inscrire dans le rejet de l'autre (Crépon et al., 2015: 196). Tandis que le FN de Jean-Marie Le Pen rejetait l'étranger au nom de valeurs anti-universalistes, la modernité pronée par la présidente frontiste tend justement à exclure pour des motifs progressistes et universels. Sous Jean-Marie Le Pen, il convient d'exclure celui qui est étranger à la tradition catholique de la France. Avec Marine Le Pen, ceux qui semblent ne pas vouloir (pouvoir) défendre et respecter les valeurs républicaines n'ont pas leur place en France (Crépon et al., 2015: 196). Le FN entend donc s'opposer aussi à l'immigration afin de défendre les valeurs républicaines et lutter contre le communautarisme. Toutefois, cette argumentation n'est pas neuve. Bruno Mégret, numéro deux de Jean-Marie Le Pen, avait déjà perçu au milieu des années 1990 l'intérêt pour le FN de développer un discours républicain pour s'opposer à l'immigration (Crépon, 2012: 171).

4.2. L'évocation des valeurs chrétiennes

Au lendemain de l'échec de l'élection présidentielle de 1974¹⁴, Jean-Marie Le Pen entreprend un travail de rassemblement au sein de l'extrême droite. A ce titre, le FN se rapprochera de certains catholiques intégristes (Crépon, 2012, 37). Les discours sur la laïcité de l'ancien président du FN évolueront en fonction de ses rapports avec les membres catholiques traditionnalistes du parti (Crépon, 2012, 209-210). Cette thématique est néanmoins peu convoquée par Jean-Marie Le Pen si ce n'est pour être associée à la neutralité de l'Etat et des services publics (Alduy et Wahnich, 2015 : 51). Il s'agit plutôt pour lui de s'adresser aux catholiques. Bien que Jean-Marie Le Pen ne soit pas un pratiquant assidu, il fera souvent référence aux liens entre l'Eglise et la nation (Crépon, 2012 : 210). La référence à un vocabulaire et à des figures catholiques dans ses discours est motivée par le lien qu'entretient la France avec la religion catholique. La référence à la religion catholique lui a également permis de justifier au moins historiquement le rejet de certaines valeurs liées à la modernité (Souhard et al., 1997 : 154). Jean-Marie Le Pen utilise des expressions provenant du registre catholique ou fait référence à des personnalités appartenant à la communauté catholique comme lorsqu'il reprend « *J'ai la confiance dans l'instinct de notre peuple pour, à l'instar de saint Michel, combattre les démons du renoncement, du déclin, de la décadence, de la servitude* » (Le Pen cité par Souhard et al., 1997). La religion catholique apparaît ici comme une évidence tant elle fait partie de son système idéologique.

¹⁴ le candidat FN a récolté 0,74% des voix à l'élection présidentielle de 1974

Marine Le Pen s'est emparée du terme laïcité au point d'en avoir détourné le sens originel en l'utilisant notamment contre le communautarisme (Alduy et Wahnich, 2015 : 53). Il s'agit alors pour le Front national de l'actuelle présidente de justifier le rejet de l'islam au nom des valeurs démocratiques. A l'inverse, le mot a peu ou pas été utilisé par l'ancien président du Front national. Le terme commencera seulement à être mobilisé par Jean-Marie Le Pen lors de sa campagne à l'élection présidentielle de 2007 pour stigmatiser l'islam. Il convient néanmoins de rappeler que l'influence de Marine Le Pen était déjà réelle à cette époque puisqu'elle était la directrice de campagne du candidat FN en 2007 (Alduy et Wachnich, 2015 : 52). Jean-Marie Le Pen se fait plutôt l'écho de la tradition catholique de la France. Bien qu'ayant sécularisé son discours, l'appel à la morale chrétienne et la référence à la culture catholique traditionnelle (Alduy et Wachnich, 2015 : 57) n'a pas forcément disparu des discours de Marine Le Pen. Certes, elle ne fait pas explicitement référence à un vocabulaire religieux mais cela ne l'empêche pas de procéder à certaines allusions. De plus, la défense de la laïcité viserait in fine à défendre les racines chrétiennes de la France contre l'islam qui au nom du multiculturalisme défendu par la classe politique serait privilégié au détriment de la religion catholique. La présidente frontiste reste en tension entre démontrer une certaine radicalité comme le faisait son père et moderniser son discours (Alduy et Wachnich, 2015 : 58-59).

4.3. L'évolution du discours frontiste sur la place de la femme dans la société

Jean-Marie Le Pen a toujours eu une vision conservatrice des rapports homme/femme (Alduy et Wachnich, 2015 : 53). La vision de la femme chez Jean-Marie Le Pen renvoie au rôle de mère de famille ou à la femme au foyer. Bien que le travail soit une valeur défendue par l'ancien président du FN, elle vise plutôt le travail de l'homme (Souchard et al., 1997 : 151). S'il s'agit néanmoins d'évoquer le travail de la femme c'est pour mettre en avant les difficultés que cela pourra générer dans la gestion du ménage et dans l'éducation des enfants (Souchard et al., 1997 : 151). Ainsi, il considère que le fait qu'une mère de famille travaille, que ce soit comme ouvrière ou employée, aura forcément des répercussions sur l'éducation des enfants (Souchard et al., 1997 : 151). Il envisagé la famille sous la seule autorité du père dont l'autorité est acceptée naturellement par les autres membres de la famille (Souchard et al., 1997 : 119). La question du féminisme est un nouveau thème mobilisé par le parti frontiste sous la présidence de Marine Le Pen. Le fait d'être une femme et d'appartenir à une autre génération a probablement contribué à la mobilisation de cette thématique au sein du FN actuel (Alduy et Wachnich, 2015 : 53).

Conclusion de la troisième partie

Comme Jean-Marie Le Pen avant elle, l'actuelle présidente du FN incarne pleinement le parti frontiste. Contrairement aux autres hommes politiques qui mobilisent davantage la raison dans leur discours, les Le Pen envisagent plutôt de donner du sens à l'action politique en recourant à de nombreuses évocations imaginaires et mythes historiques.

L'opposition du peuple à l'élite, responsable d'avoir mené la France à la ruine, se retrouve tant dans le discours de Jean-Marie Le Pen que de celui de Marine Le Pen. Les oppositions sont d'ailleurs régulièrement convoquées dans leur discours. De plus, Jean-Marie et Marine Le Pen tendent à stigmatiser l'ensemble de la classe politique pour se présenter comme les seuls capables de défendre le peuple duquel ils prétendent être issus. C'est selon ce procédé qu'ils estiment tirer leur légitimité. L'appel au peuple lepéniste est un appel au peuple authentique. Il s'agit pour Jean-Marie Le Pen et sa fille de procéder au rassemblement national, à l'unité. Le peuple convoqué est néanmoins un peuple homogène, composé des seuls citoyens « de souche ».

Cependant, contrairement à Jean-Marie Le Pen qui exprimait directement la distinction opérée par son parti au sein de la population française, Marine Le Pen entretient la confusion dans ses discours. Le peuple auquel elle s'adresse est tantôt le peuple français entier, à d'autres moments, elle fait implicitement référence aux seuls citoyens « nationaux ». Alors qu'il s'agissait pour Jean-Marie Le Pen de désigner des ennemis présentés comme les causes des difficultés de la France, l'actuelle présidente frontiste désigne plutôt une cause unique, la mondialisation. Néanmoins, malgré ce qu'elle affirme, le Front national continue toujours de recourir à la théorie du complot chère aux populistes comme explication majeure. Des forces maléfiques agiraient au détriment du peuple.

La défense de la souveraineté nationale est au cœur du projet actuel du Front national. Jean-Marie Le Pen se contentait de procéder à un jugement de la société et de désigner des coupables. Marine Le Pen présente une analyse macro-économique et soumet aux électeurs un ensemble de mesures économiques protectionnistes. L'Etat n'était envisagé par Jean-Marie Le Pen que sous sa forme autoritaire. Contrairement à son père, Marine Le Pen envisage également l'Etat dans un rôle socio-économique afin notamment de venir en aide aux français et de rétablir des services publics de qualité. La présidente du Front national en quête de crédibilité auprès d'un électorat réfractaire à l'idée de voter FN souhaite ajouter une expertise technique à la morale lepéniste. Le recours à la priorité nationale qui euphémise la mesure de

préférence nationale de Jean-Marie Le Pen démontre néanmoins que le rejet de l'autre demeure encore présent dans l'idéologie du Front national. L'immigration était auparavant présentée comme la cause du chômage. Jean-Marie Le Pen fonctionnait selon une logique du bouc émissaire. En développant un argumentaire économique, Marine Le Pen entend aujourd'hui rendre moralement acceptable le rejet de l'immigration. Le FN procède de la même manière lorsqu'il dénonce aujourd'hui l'immigration et l'islam pour des motifs culturels. Le rejet de l'autre se fait dorénavant selon des valeurs universelles au nom de la modernité alors que les immigrés étaient rejetés par Jean-Marie Le Pen sous prétexte qu'ils étaient étrangers aux fondements catholiques de la France. Alors que le FN était auparavant un parti ultra-conservateur en matière de mœurs, sa fille a réussi à imposer des thématiques comme la laïcité ou la défense des droits de la femme. Néanmoins, ces valeurs ont tendance à être instrumentalisées et détournées de leur sens originel par les frontistes. Ainsi à propos de la laïcité, elle consisterait finalement dans le discours actuel du FN à défendre les racines chrétiennes de la France face à l'islam. Jean-Marie Le Pen a fondé sa légitimité sur sa parole. Il s'agissait pour lui d'opérer des coups médiatiques et de distiller des phrases chocs pour créer le scandale et imposer son autorité morale. Il a fini par imposer dans le débat public des thématiques comme l'immigration et le rejet de l'Europe. Dans une volonté de crédibiliser le Front national et d'accéder un jour au pouvoir, Marine Le Pen a adouci le vocabulaire frontiste. Toutefois, elle demeure en tension entre d'une part démontrer sa radicalité pour conserver la frange traditionnelle du FN et d'autre part, moderniser son discours pour capter un nouvel électorat.

Conclusion générale du mémoire

Il s'agissait dans ce mémoire de comprendre si le Front national sous la présidence de Marine Le Pen mobilisait ou non une stratégie populiste. Afin de répondre à cette question de recherche, il convenait d'établir au préalable les critères sur lesquels se tourner pour pouvoir qualifier un parti politique comme populiste et ce dans le contexte européen actuel. En effet, le cas retenu dans ce travail, est le Front national, un parti français. Le populisme a pris diverses formes à travers l'histoire et selon les lieux géographiques. Depuis plusieurs années, une forme spécifique de populisme est à l'oeuvre en Europe occidentale. Les partis populistes européens ont pris acte des mutations de la société principalement marquée par la mondialisation et la crise de la représentation. Ce populisme à l'oeuvre actuellement a donc été observé dans ce travail à travers le prisme des partis politiques puisque ce sont eux qui développent les stratégies politiques. Le populisme est un style politique et non une idéologie ce qui explique qu'il peut prendre des formes diverses. Cependant, il a été possible de relever des caractéristiques communes à ces partis populistes contemporains. Pour cela, un travail théorique réalisé à partir de la littérature traitant du populisme a dû être mené. Deux critères relevant de la forme classique du populisme ont été identifiés. L'opposition peuple-élite et la présence d'un leader charismatique sont en effet deux critères qui se retrouvaient déjà dans les premières formes de populismes et qui sont toujours mobilisés actuellement par les partis populistes européens. Deux autres critères, la défense de la souveraineté nationale et l'exaltation des valeurs démocratiques sont venus s'ajouter aux critères originels. Les partis populistes ont adapté leur stratégie face à l'évolution du monde. La première partie du mémoire a donc permis d'établir une grille d'analyse. Dans la seconde partie, il s'agissait d'appliquer cette grille au cas retenu, le Front national dirigé par Marine Le Pen. Les différents marqueurs populistes retenus ont donc été appliqués au discours du FN qui a pu être identifié à partir d'un ensemble de documents pertinents (discours publics des cadres du parti, interventions médiatiques, communiqués de presse, programme du parti,...). Marine Le Pen a pris la présidence du parti frontiste à partir de janvier 2011. La stratégie politique du Front national analysée dans cette partie a donc été celle mobilisée dès de cette période.

Le travail d'analyse documentaire et de contenu réalisé au cours de cette partie a permis de vérifier l'hypothèse selon laquelle le FN de Marine Le Pen mobilisait une stratégie populiste. Une fois en mesure de répondre à la question de départ, il paraissait intéressant d'approfondir la compréhension de cette stratégie populiste en revenant également sur le discours du FN sous l'ancienne présidence de Jean-Marie Le Pen. Celui-ci a dirigé le parti dès 1972, date de

fondation du Front national français jusqu'en janvier 2011. Toutefois, Marine Le Pen a pu exercer une certaine influence sur la ligne directrice du parti frontiste avant sa désignation comme présidente. En effet, elle a été vice-présidente du FN dès 2003 et surtout directrice stratégique de campagne du candidat Jean-Marie Le Pen lors de l'élection présidentielle française de 2007. Après avoir relevé les éléments populistes figurant dans le discours de Jean-Marie Le Pen il s'agissait donc de les comparer aux caractéristiques populistes du FN sous Marine Le Pen identifiées dans la partie précédente. Cette dernière partie du mémoire a permis de répondre aux autres questions posées en introduction de celui-ci. D'une part, il a été possible de se rendre compte que la stratégie populiste du FN est à l'oeuvre depuis plusieurs décennies et qu'elle n'est pas le fruit d'une nouveauté de la part de Marine Le Pen. D'autre part, en procédant à cette comparaison, des changements et des continuités entre le populisme de Jean-Marie Le Pen et celui de sa fille ont pu être observées ce qui a par ailleurs affiné la compréhension de la stratégie actuellement menée par le Front national.

Contrairement à Jean-Marie Le Pen qui fonctionnait selon une logique du scandale et se complaisait dans un rôle d'agitateur de la scène politique française, Marine Le Pen envisage d'accéder au pouvoir. Lors du congrès du 11 mars 2018 au cours duquel elle a été réélue à la présidence du parti, elle déclara notamment: *"Nous avons été un parti de protestation, nous sommes devenus un parti d'opposition, il faut désormais que nous soyons aux yeux de tous un parti de gouvernement"* (Marine Le Pen, cité par De Boissieu, 2018). Cette déclaration illustre la trajectoire qu'elle entend donner au parti et le travail qu'elle estime avoir déjà réalisé au cours de sa présidence. Pour obtenir le pouvoir, il est nécessaire que le Front national puisse s'adresser à un électorat plus large. Dès les débuts de sa présidence du parti frontiste, Marine Le Pen a entamé une stratégie de dédramatisation. L'objectif étant de modifier l'image et la perception du FN. En effet, de nombreux électeurs sont encore réfractaires à l'idée de voter FN. La consultation des adhérents concernant la proposition de changement de nom du parti s'inscrit dans cette volonté de modifier l'image frontiste.

De plus, Marine Le Pen a entamé un véritable travail de normalisation du discours frontiste. Le discours de Marine Le Pen se veut davantage porté sur l'avenir que celui de Jean-Marie Le Pen. A ce titre, le nouveau nom de parti "Rassemblement national" proposé aux adhérents semble rentrer dans cette logique. Marine Le Pen entend adoucir le discours du FN. Il a été constaté dans ce mémoire que les mots sont dorénavant subtilement choisis. Par ailleurs, Marine Le Pen entretient une sorte de double discours lui permettant d'adapter ses arguments à l'auditoire. Le sens originel de certains mots peut aussi être détourné dans le discours du

Front national de Marine Le Pen. D'autres mots tendent à l'euphémisation ce qui permet au Front national de rendre certains de leurs arguments moralement acceptables. Les termes trop stigmatisants étant remplacés par d'autres plus neutres ou plus vagues. Marine Le Pen a également introduit dans le discours frontiste de nouvelles thématiques comme la laïcité ou l'économie. Il s'agit pour elle de pouvoir diversifier les thèmes abordés. Elle tend ainsi à ce que le FN gagne en crédibilité. Le programme économique du FN doit pouvoir démontrer que le parti frontiste est capable de gouverner. A l'inverse certains thèmes plus polarisants sont mis en sourdine. Comme cela a pu être identifié au cours de ce mémoire, le Front national n'a pas pour autant rompu avec le discours frontiste traditionnel. Le changement de nom envisagé récemment et qui ne semble pas impliquer un changement de ligne politique illustre finalement bien la position actuelle du Front national et de Marine Le Pen. Le parti frontiste est actuellement en tension entre d'une part une volonté de moderniser son discours et son image pour convaincre un nouvel électorat et d'autre part, le maintien d'une certaine radicalité pour satisfaire la base électorale.

Que ce soit avec Jean-Marie Le Pen ou actuellement avec Marine Le Pen, le Front national a souvent été fortement médiatisé et a été incarné par son/sa président(e) que ce soit lors des meetings, interventions publiques ou médiatiques. De plus, de nombreux ouvrages consacrés au parti frontiste et à son leader existent. Cette abondance de données a pu par moments compliquer le traitement de la question de recherche posée. En effet, un important travail de sélection des données et/ou des sources les plus pertinentes a dû être opéré. Il n'a pas toujours été simple non plus de disposer de données pertinentes relevant d'autres personnalités frontistes que celle du président du parti même si depuis la présidence de Marine Le Pen certains cadres ont pu se révéler au sein du Front national citons par exemple le jeune maire de Fréjus, David Rachline.

Une question qui n'a pu être traitée dans ce mémoire mais qui serait pertinente de développer ultérieurement est de savoir si la stratégie populiste de Marine Le Pen qui est en évolution sur certains points par rapport à celle développée précédemment par son père a un impact sur l'évolution des résultats électoraux du parti. A ce titre, il s'agirait également d'étudier l'évolution de la composition de l'électorat du Front national.

Bibliographie

1. Ouvrages scientifiques sur la problématique

- ALDUY C., WAHNICH S. (2015), *Marine Le Pen prise au mots: décryptage du nouveau discours frontiste*, Seuil, Paris
- BIRNBAUM P. (2012), *Génèse du populisme : le peuple et les gros*. Fayard/Pluriel, Paris.
- COLLOVALD A. (2004), *Le "Populisme du FN" un dangereux contresens*, Editions du croquant, Broissieux
- CONOVAN, M. (1981), *Populism*, Junction Books, Londres
- CRÉPON S. (2012), *Enquête au cœur du nouveau Front National*, Nouveau monde, Paris.
- CREPON S., DEZE A., MAYER N. (2015), *Les faux semblants du front national: sociologie d'un parti politique*, SciencesPo Les presses, Paris
- DELEERSNIJDER H. (2006), *Populisme : vieilles pratiques, nouveaux visages*. Luc Pire, Liège.
- DE SUTTER P., RISSER H. (2011), *Dans la tête des candidats : le profil psychologique des présidentiables*. Les Arènes, Paris.
- DEZE A. (2012), *Le Front national: à la conquête du pouvoir?*, Armand Colin, Paris
- HERMET, G. (2001), *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIXe -XXe siècle*, Fayard, Paris
- JAMIN, J. (Ed) .(2016), *L'extrême droite en Europe*, Bruylant, Bruxelles
- KAUFFMANN G. (2016), *Le nouveau FN. Les vieux habits du populisme*, Seuil, Paris
- LECOEUR E. (2003), *Un néo-populisme à la française : trente ans de Front National*, La Découverte, Paris
- MENY, Y. et SUREL, Y. (2000), *Par le peuple et pour le peuple*. Le populisme et les démocraties, Fayard, Paris
- PERRINEAU, P. (2012), « Le peuple dans le national-populisme », dans WIERVIORKA, M.,(2012) *Le peuple existe-t-il ?*, Sciences humaines éditions, Paris, pp 295-304
- REYNIE D. (2011), *Populismes : la pente fatale*. Plon, Paris.
- SOUCHARD, M., WAHNICH, S., CUMINAL, I. et WATHIER, V. (1997), *Le Pen. Les mots: analyse d'un discours d'extrême droite*, Le Monde Editions, Paris
- TAGUIEFF P-A. (2007), *L'illusion populiste*. Flammarion, Paris.
- TAGUIEFF P-A. (2012), *Le nouveau national-populisme*. CNRS, Paris.
- WIEVIORKA (2012), *Le peuple existe-t-il ?*, Sciences humaines édition, Paris

WIEVIORKA M. (2013), *Le front national. Entre extrémisme, populisme et démocratie*, Editions de la maison des sciences de l'homme, Paris

2. Articles scientifiques sur la problématique

BETZ, H-G. (1993), The new politics of resentment: radical right-wing populist parties in western Europe, dans *Comparative politics*, 25/4, pp. 413-427

BORNSCHIER, S. (2005), Unis contre la mondialisation. Une analyse de la convergence programmatique des partis populistes de droite européen, dans *Revue internationale de politique comparée*, 4/12, pp. 415-432

CHARAUDEAU, P. (2011), Reflexions pour l'analyse du discours populiste, dans *Mots. Les langages du politique*, mis en ligne le 15 novembre 2013 et consulté le 6 février 2018. URL : <http://journals.openedition.org/mots/20534>, p

COHENDET, M-A. (2004), Une crise de la représentation politique ?, dans *Cités*, 18/2, pp. 41-61

DORNA, A. (2006), Qu'est-ce que le discours populiste ?, dans *Médiatiques*, n°38, Louvain-La-Neuve

FROGNIER, P-A. (2007), Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique, dans *Revue internationale de politique comparée*, vol.14, pp.281-302

REYNIE D. (2011), Le tournant ethno-socialiste du front national, dans *Etudes*, 2011/11 (415), p.463-472

STANLEY, B. (2008), The thin ideology of populism, dans *J. Political Ideologies*, 13/1

TAGGART, P. (1995), New populist parties in western Europe, dans *West European politics*, 18/1

3. Ouvrages scientifiques de méthodologie

BIHR, A. (1997), *Etude de cas et sciences sociales*, L'Harmattan, Montréal

VAN CAMPENHOUDT, L. et QUIVY, R. (2011), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, Paris

WEBER, M. (1992), *Essai sur la théorie de la science*, Paris, Plon

4. Ressources journalistiques

ANONYME (2014), *Marine Le Pen réclame la dissolution de l'Assemblée nationale*, rtl.fr, publié le 29 septembre 2014 et consulté le 15 mars 2018 sur : <http://www.rtl.fr/actu/politique/marine-le-pen-reclame-la-dissolution-de-l-assemblee-nationale-7774556939>

ANONYME (2018), Cinq questions sur le changement de nom du FN, Le Monde, publié le 12 mars 2018 et consulté le 28 mai 2017 sur :

https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/03/12/cinq-questions-sur-le-changement-de-nom-du-fn_5269772_823448.html

DE BOISSIEU, L., (2018), *Le Rassemblement national, nouveau nom du FN*, La Croix, publié le 11 mars 2008 et consulté le 28 mai 2018 sur : <https://www.la-croix.com/France/Le-Rassemblement-national-nouveau-nom-FN-2018-03-11-1200919858>

QUATREMER, J., (2016), *L'Europe tirillée par la montée du populisme*, dans *Libération*, publié le 2 décembre 2016 et consulté le 1^{er} mars 2018 : http://www.liberation.fr/planete/2016/12/02/l-europe-tirilee-par-la-montee-populiste_1532613

5. Ressources non scientifiques

5.1. Ouvrages non scientifiques

LE PEN, M., (2012), *Pour que vive la France*, disponible sur : <http://www.marinelepen.fr/>

LE PEN, M.,(2012), *A contre flots*, disponibles sur : <http://www.marinelepen.fr/>

5.2. Ressources électroniques

Site internet du Front national : *Les 144 engagements présidentiels*, document disponible sur : <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/>

Site internet du Mouvement pour une Europe des nations et des libertés (MENL) : www.menleuropa.eu

Site internet de l'institut de sondage TNS SOFRES, *baromètre d'image du Front national – février 2016* disponible sur : <https://www.tns-sofres.com/sites/default/files/2016.02.05-baro-fn.pdf>

5.3. Communiqués de presse

BAY, N., *Hausse des naturalisations dans l'Union européenne : une logique multiculturelle irresponsable*, communiqué publié le 19 novembre 2014 et disponible sur : <http://nicolasbay.fr/2014/11/19/hausse-des-naturalisations-dans-lunion-europeenne-une-logique-multiculturelle-irresponsable/>

BAY, N., *3,5 millions de mal logés ou sans abri en France : une des conséquences de la soumission aux institutions européennes*, communiqué publié le 3 février 2015 et disponible sur : <http://www.frontnational.com/2015/02/35-millions-de-mal-loges-ou-sans-abri-en-france-une-des-consequences-de-la-soumission-aux-institutions-europeennes/>

BAY, N., *Expérimentation de Najat Vallaud Belkacem : le multiculturalisme contre la méritocratie ?*, communiqué publié le 10 novembre 2015 et disponible sur :<http://www.frontnational.com/2015/11/experimentation-de-najat-vallaud-belkacem-le-multiculturalisme-contre-la-meritocratie/>

BAY, N., *La voix du peuple !*, tribune libre publiée le 4 décembre 2015 et disponible sur :<http://www.frontnational.com/2015/12/la-voix-du-peuple/>

BAY, N., *Projet de loi « Egalité et citoyenneté » : quand le gouvernement lutte contre le chômage... des étrangers*, communiqué publié le 20 juin 2016 et disponible sur :<http://www.frontnational.com/2016/06/projet-de-loi-egalite-et-citoyennete-quand-le-gouvernement-lutte-contre-le-chomage-des-etrangers/>

BAY, N., *La commission européenne veut plus d'immigration, les peuples européens veulent plus de frontières*, article publié le 28 juin 2016 et disponible sur :<http://nicolasbay.fr/2016/06/28/la-commission-europeenne-veut-plus-dimmigration-les-peuples-europeens-veulent-plus-de-frontieres/>

BAY, N., *A Brachay avec notre peuple*, Edito publié le 3 septembre 2016 et disponible sur <https://fn39org.wordpress.com/tag/brachay/>

BAY, N., *Victoire de Trump : peuples 2, caste 0*, édito publié le 30 janvier 2017 et disponible sur : <http://frontnational22.blogspot.be/2016/11/la-lettre-du-front-11-novembre-2016.html>

BRIOIS, S., *Les Nordistes disent OUI à la priorité nationale !* : communiqué publié en ligne le 23 février 2012 et disponible sur : www.frontnational.com/2012/02/les-nordistes-disent-oui-a-la-priorite-nationale/

LE PEN, M., *Alstom : comme prévue l'Union européenne menace la commande de quinze rames de TGV destiné à sauver Belfort*, communiqué publié le 6 février 2017 et disponible sur :<http://www.frontnational.com/2017/02/alstom-comme-prevu-lunion-europeenne-menace-la-commande-de-quinze-rames-de-tgv-destinee-a-sauver-belfort/>

LE PEN, M., *Mes propositions pour sauver Whrilpool*, communiqué publié le 26 avril 2017 et disponible sur :<http://www.frontnational.com/?s=mes+propositions+pour+sauver>

PHILIPPOT, F., *Guide du fait religieux en entreprise : le gouvernement a-t-il peur de la laïcité ?*, communiqué publié le 13 septembre 2016 et disponible sur :<http://www.frontnational.com/2016/09/guide-du-fait-religieux-en-entreprise-le-gouvernement-a-t-il-peur-de-la-laicite/>

5. 4. Ressources vidéographiques

FRONT NATIONAL, M., *Prières de rue : arrêtons cette atteinte intolérable à la laïcité*, vidéo mise en ligne le 7 avril 2017 et disponible sur :<http://www.frontnational.com/videos/prieres-de-rue-arretons-cette-atteinte-intolerable-a-la-laicite/>

LE PEN, M., Interview sur France inter, le 9 septembre 2012 et disponible sur :<https://www.franceinter.fr/info/marine-le-pen-nous-allons-repartir-a-la-bataille>

LE PEN, M., Interview sur RTL, le 8 décembre 2011 et disponible sur : <https://www.dailymotion.com/video/xmu5ms>

LE PEN, M., Interview sur RTL, le 20 septembre 2016 et disponible sur : <http://www.rtl.fr/actu/politique/marine-le-pen-sur-rtl-au-nom-du-peuple-est-un-signal-que-nous-devons-revenir-aux-sources-de-la-republique-7784921579>

LE PEN, M., Interview sur BFM TV, le 28 avril 2017 et disponible sur : <http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/marine-le-pen-face-a-ruth-elkrief-12-939373.html>

LE PEN, M., Interview sur France 2, le 30 avril 2017 et disponible sur : <http://www.rtl.fr/actu/politique/marine-le-pen-ce-qu-il-faut-retenir-de-son-interview-sur-france-2-7788353338>

LE PEN, M., Conférence de presse du 19 décembre 2017 à Prague et disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/marine-le-pen-presente-sa-vision-dune-europe-des-nations/>

MACRON, E. et LE PEN, M., débat télévisé du second tour de l'élection présidentielle française 2017, France 2, 3 mai 2017

PHILIPPOT, F., *Parlons-en : le référendum*, vidéo mise en ligne le 3 février 2017 et disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/florian-philippot-parlons-en-03-le-referendum/>

PHILIPPOT, F., interview sur Cnews, le 18 avril 2017 et disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/florian-philippot-sur-cnews-6/>

RACHLINE, D., Interview sur BFM TV, le 26 avril 2017 et disponible sur : <http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/david-rachline-face-a-jean-jacques-bourdin-en-direct-938269.html>

RACHLINE, D., Interview sur CNews, le 30 avril 2017, et disponible sur : <http://www.cnews.fr/politique/video/david-rachline-marine-le-pen-est-la-candidate-du-peuple-francais-pas-des-puissants-175207>

5.5. Lettres

LE PEN, M., *Lettre aux adhérentes du Front national*, 8 mars 2016 et disponible sur : <http://www.frontnational.com/2016/03/lettre-aux-adherentes-du-front-national/>

5.6. Discours publics

5.6.1. Discours publics de Marine Le Pen

LE PEN, M., Discours du 4 septembre 2010 à Saint Laurent du Var disponible sur : <https://fn28.wordpress.com/2010/09/07/discours-integral-de-marine-le-pen-lors-du-conseil-national-du-fn/>

LE PEN, M., Discours du 12 mars 2011 à Six-fours

LE PEN, M., Discours du 5 février 2012 à Toulouse et disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=Co2wg9PgWtU>

LE PEN, M., Discours du 25 mars 2012 à Nantes et disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/discours-de-marine-le-pen-a-nantes/>

LE PEN, M., Discours du 26 septembre 2012 à la Baule et disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/udt-2012-la-baule-intervention-de-marine-le-pen/>

LE PEN, M., Discours du 1er mai 2013 et disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/discours-du-1er-mai-2013/>

LE PEN, M., Discours du 16 décembre 2017 à Prague et disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/discours-de-marine-le-pen-a-prague/>

5.6.2. Discours publics de Jean-Marie Le Pen

LE PEN, J-M., Discours du 15 septembre 1987 au Mont-Saint-Michel, *National hebdo*, 12 novembre 1989

LE PEN, J-M., Discours du 15 septembre 1994 à la fête des Bleu blanc rouge, *National hebdo*, septembre 1994

LE PEN, J-M., Discours du 1er mai 1995

LE PEN, J-M., Discours du 29 mars 1997 à Strasbourg, *Le Monde*, 1er avril 1997

Annexes

Annexe 1 :



Annexe 2 :

ELECTION PRÉSIDENTIELLE - 22 AVRIL ET 6 MAI 2012



AU NOM DU PEUPLE

En 2017 Tout se décidera

“Personne ne doit ignorer que cette élection présidentielle met en jeu une alternative implacable, soit la France, sa souveraineté, son identité, ses valeurs, sa prospérité, soit un pays que nous ne reconnaitrons plus, qui nous sera devenu étranger.”



Fréjus, septembre 2016

Avec **MARINE** choisissons

NOTRE IDENTITÉ

- > Faire prévaloir nos valeurs républicaines, la liberté, la laïcité, l'égalité, la fraternité, l'intégrité du territoire...
- > Rompre avec l'immigration massive et le communautarisme.

NOTRE SOUVERAINETÉ

- > Redonner aux Français la liberté de décider pour eux-mêmes face à l'UE.
- > Redonner la parole au peuple par la voie du référendum.
- > Reconquérir les zones de non-droit et les territoires perdus de la République, par la restauration de l'Etat et de ses moyens régaliens.

NOS LIBERTÉS

- > Rétablir la sécurité partout pour tous et en finir avec le laxisme d'état.
- > Défendre le droit des femmes, leurs libertés et leur dignité mises en cause par le fondamentalisme islamiste.

NOTRE PROSPÉRITÉ

- > Engager une grande politique de relance économique notamment industrielle, fondée sur l'innovation et l'investissement et appuyée par un patriotisme économique assumé.
- > Se libérer des impôts trop lourds et injustement répartis.



Marine 2017.fr

MARINE

présidente

Foto: J. B. / AGF

Annexe 4 :

